

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## «Combattre la pauvreté, construire la paix»

Texte intégral du message de S.S. Benoît XVI pour la Journée mondiale de la paix du 1<sup>er</sup> janvier 2009

Au début de cette nouvelle année, je désire adresser à tous mes vœux de paix et, par ce message, inviter chacun à réfléchir sur le thème: *Combattre la pauvreté, construire la paix*. Mon vénéré prédécesseur Jean-Paul II, dans le message pour la Journée mondiale de la paix de 1993, avait déjà souligné les répercussions négatives que la situation de pauvreté de populations entières finit par avoir sur la paix. De fait, la pauvreté figure souvent parmi les facteurs qui favorisent ou aggravent les conflits, y compris armés. A leur tour, ces derniers alimentent de tragiques situations de pauvreté. «Une autre menace réelle pour la paix se confirme dans le monde et devient de plus en plus grave – écrivait Jean-Paul II: – de nombreuses personnes et même des populations entières vivent aujourd'hui dans des conditions d'extrême pauvreté. L'inégalité entre riches et pauvres est devenue plus évidente, même dans les pays économiquement les plus développés. Il s'agit là d'un problème qui s'impose à la conscience de l'humanité, car la situation dans laquelle se trouvent nombre de personnes offense leur dignité foncière et, en conséquence, compromet le progrès authentique et harmonieux de la communauté mondiale».<sup>1</sup>

### Phénomène complexe de la mondialisation

Dans ce contexte, combattre la pauvreté implique donc une prise en considération attentive du phénomène complexe de la mondialisation. Cette prise en compte est importante déjà du point de vue méthodologique, parce qu'elle invite à utiliser le fruit des recherches menées par les économistes et les sociologues sur les divers aspects de la pauvreté. La référence à la mondialisation devrait, également, revêtir un sens spirituel et moral, car elle nous pousse à considérer les pauvres dans la perspective consciente que nous participons tous à un unique projet divin, celui de la vocation à construire une unique famille dans laquelle tous – individus, peuples et nations – règlent leurs comportements en les basant sur les principes de fraternité et de responsabilité.

### Toute forme de pauvreté non choisie prend racine dans le manque de respect envers la dignité transcendante de la personne humaine

Dans cette perspective, il est nécessaire d'avoir une vision ample et détaillée de la pauvreté. Si la pauvreté n'était que matérielle, les sciences sociales, qui nous aident à mesurer les phénomènes sur la base de données de caractère surtout quantitatif, seraient suffisantes pour en éclairer les caractéristiques principales. Nous savons cependant qu'il existe des pauvretés immatérielles, qui ne sont pas la conséquence directe et automatique de carences matérielles. Par exemple, dans les sociétés riches et avancées, se trouvent des phénomènes de marginalisation, de pauvreté relationnelle, morale et spirituelle: il s'agit de personnes intérieurement désorientées, qui connaissent diverses formes de malaise malgré le bien-être économique. Je pense, d'une part, à ce qu'on appelle le «sous-développement moral»<sup>2</sup> et, de l'autre, aux conséquences négatives du «surdéveloppement».<sup>3</sup> Je n'oublie pas non plus que, dans les sociétés dites «pauvres», la croissance économique est souvent freinée par des obstacles culturels, qui ne permettent pas une utilisation correcte des ressources. Il demeure vrai, quoi qu'il en soit, que toute forme de pauvreté non choisie prend racine dans le manque de respect envers la dignité transcendante de la

personne humaine. Quand l'homme n'est pas considéré dans l'intégralité de sa vocation et que les exigences d'une véritable «écologie humaine»<sup>4</sup> ne sont pas respectées, les dynamiques perverses de la pauvreté se déclenchent aussi, comme cela apparaît évident dans certains domaines que j'évoquerai brièvement.

### Pauvreté et implications morales

La pauvreté est souvent mise en relation, comme étant sa cause directe, avec la croissance démographique. En conséquence de quoi, sont mises en œuvre des campagnes de réduction des naissances, conduites au niveau international, recourant aussi à des méthodes qui ne respectent ni la dignité de la femme ni le droit des époux à choisir de manière responsable le nombre de leurs enfants<sup>5</sup>

Le niveau global actuel des dépenses militaires des Etats est préoccupant. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner, le fait est que «les immenses ressources matérielles et humaines engagées pour les dépenses militaires et pour les armements sont en réalité soustraites aux projets de développement des peuples, spécialement à ceux qui sont les plus pauvres et qui ont le plus besoin d'aide. Cela va à l'encontre de ce que la Charte des Nations-Unies elle-même affirme, quand elle engage la communauté internationale et les Etats en particulier, à favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationale en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde» (art. 26).<sup>6</sup>

et souvent même, ce qui est plus grave, qui ne respectent pas le droit à la vie. L'élimination de millions d'enfants non-nés, au nom de la lutte contre la pauvreté, constitue en réalité la disparition des plus pauvres parmi les êtres humains. Face à cela, le fait est qu'en 1981, environ 40% de la population mondiale vivait au-dessous du seuil de pauvreté absolue, tandis qu'aujourd'hui ce pourcentage a diminué de moitié et que sont sorties de la pauvreté des populations que caractérise, entre autres, une forte augmentation démographique. Cette donnée met en évidence que les ressources existaient pour résoudre le problème de la pauvreté, même en présence d'une croissance de la population. Il ne faut pas oublier que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours, la population sur la terre a augmenté de quatre milliards et que, dans une large mesure, ce phénomène concerne des pays qui ont récemment émergés sur la scène internationale comme de nouvelles puissances économiques et qui ont connu un développement rapide précisément grâce au nombre élevé de leurs habitants. En outre, parmi les Nations les plus développées, celles qui ont les taux de natalité les plus élevés jouissent des meilleures potentialités de développement. En d'autres termes, il apparaît que la population est une richesse et non un facteur de pauvreté.

Une autre source de préoccupation est constituée par les maladies pandémiques comme, par exemple, la malaria, la tuberculose et le sida, qui, dans la mesure où elles frappent les secteurs productifs de la population, influent grandement sur l'aggravation des conditions générales du pays. Les tentatives pour freiner les conséquences de ces maladies sur la population n'atteignent pas toujours des résultats significatifs. Il arrive, en outre, que les pays victimes de certaines de ces pandémies doivent subir, pour y faire face, le chantage de ceux qui conditionnent les aides économiques à la mise en œuvre de politiques contraires à la vie. Il est en particulier difficile de combattre le sida, qui est une cause dramatique de pauvreté, si les problématiques morales liées à la diffusion du virus ne sont pas affrontées. Il faut en premier lieu mettre en œuvre des campagnes qui éduquent, surtout les jeunes, à une sexualité qui soit conforme à la dignité de la personne; des initiatives réalisées en ce sens ont déjà obtenu des résultats significatifs, en

faisant diminuer la diffusion du VIH. Il faut ensuite mettre à la disposition des peuples pauvres les médicaments et les soins nécessaires; ce qui suppose un engagement fort en faveur de la recherche médicale et des innovations thérapeutiques, ainsi qu'une application souple, quand cela s'avère nécessaire, des règles internationales qui régissent la propriété intellectuelle, afin de garantir à tous les soins sanitaires de base nécessaires.

### Pauvreté des enfants

Un troisième domaine, qui est l'objet d'attention dans les programmes de lutte contre la pauvreté et qui en manifeste la dimension morale intrinsèque, est la pauvreté des enfants. Quand la pauvreté frappe une famille, les enfants en sont les victimes les

plus vulnérables: presque la moitié des personnes qui vivent dans la pauvreté absolue est aujourd'hui constituée par des enfants. Considérer la pauvreté en se mettant du côté des enfants conduit à retenir comme prioritaires les objectifs qui les intéressent plus directement comme, par exemple, l'attention aux mères de famille, le travail éducatif, l'accès aux vaccins, aux soins médicaux et à l'eau potable, la sauvegarde de l'environnement et, surtout, l'engagement pour la défense de la famille et pour la stabilité des relations en son sein. Quand la famille s'affaiblit, les préjudices retombent inévitablement sur les enfants. Là où la dignité de la femme et de la mère n'est pas protégée, ceux qui en subissent les conséquences, ce sont d'abord et toujours les enfants.

### Désarmement et développement

Un quatrième domaine qui, du point de vue moral, mérite une particulière attention est la relation qui existe entre le désarmement et le développement. Le niveau global actuel des dépenses militaires des Etats est préoccupant. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner, le fait est que «les immenses ressources matérielles et humaines engagées pour les dépenses militaires et pour les armements sont en réalité soustraites aux projets de développement des peuples, spécialement à ceux qui sont les plus pauvres et qui ont le plus besoin d'aide. Cela va à l'encontre de ce que la Charte des Nations-Unies elle-même affirme, quand elle engage la communauté internationale et les Etats en particulier, à favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationale en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde» (art. 26).<sup>6</sup>

Cet état de chose n'aide pas mais, au contraire, il constitue un obstacle sérieux à la poursuite des grands objectifs de développement de la communauté internationale. En outre, une croissance excessive des dépenses militaires risque d'accélérer une course aux armements qui provoque des poches de sous-développement et de désespoir, se transformant ainsi paradoxalement en facteurs d'instabilité, de tension et de conflit. Comme l'a sagement déclaré mon vénéré prédécesseur Paul VI, «Le développement est le nouveau nom de la paix».<sup>7</sup> Les Etats sont donc appelés à réfléchir sérieusement sur les raisons les plus profondes

## Editorial

hd. Nous commençons la nouvelle année avec le message du Pape Benoît XVI à l'occasion de la Journée mondiale de la paix, le 1<sup>er</sup> janvier. Ce message est une contribution au rapprochement des peuples. Il concrétise l'idée de paix et l'exigence de justice sociale pour toutes les sociétés et espaces politiques et indique des voies pour combattre la pauvreté et réaliser la paix.

Dans la situation mondiale actuelle, ce serait en fait le devoir du Secrétaire général des Nations Unies de tenir un tel discours. Mais au lieu de cela, il signe un accord avec l'OTAN qui s'est, à plusieurs reprises déjà, rendue coupable de violation du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Si l'ONU ne veut pas tomber au niveau de l'organisation qui l'a précédée, la Société des Nations, elle doit se libérer de toute urgence du joug de la coalition belliciste anglo-américaine, de ses alliés et de ses suiveurs. L'ancien coordinateur de l'ONU pour le Programme «Nourriture contre pétrole» en Irak, Hans-Christof von Sponeck, a prouvé – à l'aide de l'exemple des sanctions que le Conseil de sécurité de l'ONU avait décrétées contre le pays – que ledit Conseil connaissait pertinemment les conséquences humanitaires catastrophiques que ces sanctions allaient avoir et les pressions exercées par les gouvernements américain et anglais sur le Conseil de sécurité (cf. Hans-Christof von Sponeck: *A different kind of war. The UN sanctions regime in Iraq, 2006, ISBN 1-84545-222-4*). Outre les désastres en Irak, en Afghanistan et en Palestine, la crise financière mondiale montre de toute évidence dans quelle situation catastrophique le monde s'est mis en obéissant de manière servile aux USA qui se comportent en dominateurs de la planète. Pour remédier à cela, il faut une ONU qui respecte de nouveau sa charte. Des déclarations telles que celle du président de l'Assemblée générale des Nations Unies Miguel d'Escoto Brockmann représentent une lueur à l'horizon.

Aussi longtemps que ce genre de prises de position ne seront pas la règle, les hommes peuvent être reconnaissants de disposer des paroles du pape, mûries humainement et politiquement, qui évoquent de manière claire et nuancée les questions urgentes qui se posent à l'humanité et les solutions humaines permettant d'y répondre.

des conflits, souvent allumés par l'injustice, et à y remédier par une autocritique courageuse. Si l'on parvient à une amélioration des relations, cela devrait permettre une réduction des dépenses d'armements. Les ressources économisées pourront être destinées à des projets de développement des personnes et des peuples plus pauvres et nécessaires: l'engagement consenti en ce sens est un engagement pour la paix au sein de la famille humaine.

Un cinquième domaine relatif à la lutte contre la pauvreté matérielle concerne la crise alimentaire actuelle, qui compromet la satisfaction des besoins élémentaires. Cette crise n'est pas tant caractérisée par l'insuffisance de nourriture, mais davantage par les difficultés d'accès à celle-ci et par des mouvements spéculatifs et, donc, aussi par un dé-

«Combattre la pauvreté, ...»  
suite de la page 1

ficit de coordination des institutions politiques et économiques en mesure de faire face aux nécessités et aux urgences. La malnutrition peut aussi entraîner de graves dommages psychophysiques aux populations, privant de nombreuses personnes des énergies nécessaires pour sortir, sans une aide particulière, de leur situation de pauvreté. La conséquence est que ces populations ne sont pas en mesure de sortir seules de leur sous-développement. Cela contribue à élargir la fourchette des inégalités, provoquant des réactions qui risquent de devenir violentes. Ces dernières années, les données sur l'évolution de la pauvreté relative indiquent toutes un accroissement de l'écart entre riches et pauvres. Les causes principales de ce phénomène sont sans doute, d'une part, le changement technologique, dont les bénéfices se concentrent dans la zone la plus élevée de la distribution du revenu et, d'autre part, la dynamique des prix des produits industriels, qui augmentent beaucoup plus rapidement que les prix des produits agricoles et des matières premières que possèdent les pays les plus pauvres. Il arrive ainsi que la majeure partie de la population des pays les plus pauvres souffre d'une double marginalisation: en termes de revenus plus bas et de prix plus élevés.

#### Lutte contre la pauvreté et solidarité globale

L'une des voies maîtresses pour construire la paix est une mondialisation ayant pour objectif les intérêts de la grande famille humaine.<sup>8</sup> Cependant pour gérer ainsi la mondialisation, il faut une forte *solidarité globale*<sup>9</sup> entre pays riches et pays pauvres, de même qu'au sein de chaque pays, même s'il est riche. Un «code éthique commun»<sup>10</sup> est nécessaire, dont les normes n'auraient pas seulement un caractère conventionnel, mais seraient enracinées dans la loi naturelle inscrite par le Créateur dans la conscience de tout être humain (cf. *Rm* 2, 14-15). Ne nous sentons-nous pas appelés, chacun, au fond de notre conscience, à apporter notre propre contribution au bien commun et à la paix sociale? La mondialisation élimine certaines barrières, mais cela ne signifie pas qu'elle ne puisse pas en construire de nouvelles; elle rapproche les peuples, mais la proximité territoriale et temporelle ne crée pas, de soi, les conditions d'une véritable communion et d'une paix authentique. La marginalisation des pauvres de la planète ne peut trouver de remède valide dans la mondialisation que si chaque homme se sent personnellement blessé par les injustices existant dans le monde et par les violations des droits de l'homme qui y sont liées. L'Eglise, qui est «signe et instrument de l'union intime avec Dieu et de l'unité de tout le genre humain»,<sup>11</sup> continuera à offrir sa contribution afin que soient dépassées les injustices et les incompréhensions et qu'advienne un monde plus pacifique et plus solidaire.

Dans le domaine du *commerce international* et des *transactions financières*, des processus sont aujourd'hui en place qui permettent une intégration positive des économies, ce qui contribue à l'amélioration des conditions générales; mais il y a aussi des processus en sens inverse, qui suscitent des divisions entre les peuples et la marginalisation, créant ainsi de dangereux risques de guerres et de conflits. Dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le commerce international des biens et des services s'est accru de manière extrêmement rapide, avec un dynamisme qui n'avait jamais eu de précédents au cours de l'histoire. Une grande partie du commerce mondial concernait les pays d'industrialisation ancienne, auxquels se sont ajoutés de manière significative de nombreux pays émergents qui en sont devenus des acteurs importants. Mais d'autres pays, dont le revenu est bas, demeurent largement en marge des mouvements d'échanges commerciaux. Leur croissance s'est trouvée ralentie par la chute rapide, dans les dernières décennies, du cours des matières premières qui représentent la quasi totalité de leurs exportations. Dans ces pays, africains pour la plupart, la dépendance par rapport aux exportations des matières premières continue à représenter un puissant facteur de risque. Je voudrais ici renouveler un appel afin que tous

les pays aient les mêmes possibilités d'accès au marché mondial, en évitant toute exclusion et toute marginalisation.

Une réflexion similaire peut être conduite à propos du domaine financier, qui concerne l'un des aspects premiers du phénomène de la mondialisation, grâce au développement de l'électronique et aux politiques de libéralisation des flux monétaires entre les différents pays. La fonction objectivement la plus importante de la finance, celle qui consiste à soutenir à long terme la possibilité d'investissements et donc de développement, se révèle aujourd'hui tout à fait fragile: elle subit les contrecoups négatifs d'un système d'échanges financiers – au niveau national et mondial – basé sur une logique du très court terme, qui a pour but l'accroissement de la valeur des activités financières et se concentre sur la gestion technique de diverses formes de risque. La récente crise démontre aussi comment l'activité financière est parfois guidée par des logiques purement auto-référencées et dépourvues de considération, à long terme, pour le bien commun. Le nivellement des objectifs

Les Etats sont donc appelés à réfléchir sérieusement sur les raisons les plus profondes des conflits, souvent allumés par l'injustice, et à y remédier par une autocritique courageuse. Si l'on parvient à une amélioration des relations, cela devrait permettre une réduction des dépenses d'armements. Les ressources économisées pourront être destinées à des projets de développement des personnes et des peuples plus pauvres et nécessaires: l'engagement consenti en ce sens est un engagement pour la paix au sein de la famille humaine.

des opérateurs financiers mondiaux à l'échelle du très court terme, diminue la capacité de la finance de jouer son rôle de pont entre le présent et l'avenir, pour soutenir la création de nouvelles possibilités de production et de travail sur une longue période. Une finance limitée au court terme et au très court terme devient dangereuse pour tous, même pour ceux qui réussissent à en tirer profit dans les périodes d'euphorie financière.<sup>12</sup>

Il ressort de tout cela que la lutte contre la pauvreté exige une coopération aussi bien sur le plan économique que sur le plan juridique qui permette à la communauté internationale et en particulier aux pays pauvres de trouver et de mettre en œuvre des solutions coordonnées pour affronter ces problèmes en donnant un cadre juridique efficace à l'activité économique. Elle requiert en outre des incitations pour créer des institutions efficaces et participatives, ainsi que des soutiens pour lutter contre la criminalité et promouvoir une culture de la légalité. On ne peut nier, par ailleurs, que les politiques fondées sur l'assistance sont à l'origine de nombreux échecs dans l'aide aux pays pauvres. Investir dans la formation des personnes et développer sur un mode inclusif une culture spécifique de l'initiative constitue actuellement, semble-t-il, la démarche appropriée à moyen et long terme. Si, pour se développer, les activités économiques ont besoin d'un contexte favorable, cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas accorder d'attention aux problèmes du revenu. Si l'on a fort à propos souligné que l'accroissement du revenu *par tête* ne peut pas constituer de manière absolue la fin de l'action politico-économique, on ne doit pas pour autant oublier que celui-ci représente un moyen important pour atteindre l'objectif de la lutte contre la faim et l'extrême pauvreté. A cet égard, doit être écartée comme une illusion l'idée selon laquelle une politique de pure redistribution des richesses existantes puisse résoudre le problème définitivement. Dans une économie moderne, en effet, la valeur de la richesse dépend dans une importante mesure de sa capacité de créer du revenu pour le présent et pour l'avenir. La création de valeurs devient donc une obligation incontournable, dont il faut tenir compte pour lutter de manière efficace et durable contre la pauvreté matérielle.

Mettre les pauvres à la première place suppose, enfin, que les acteurs du marché international construisent un espace où puisse se développer une *juste logique économique*, et que les acteurs institutionnels mettent en œuvre une *juste logique politique* ainsi qu'une *correcte logique de participation* capable de valoriser la société civile, locale et internationale. Les Organismes internationaux eux-mêmes reconnaissent de nos jours combien sont précieuses et profitables les initiatives économiques de la société civile ou

des administrations locales pour permettre la sauvegarde et l'insertion dans la société des couches de population qui, souvent, sont au-dessous du seuil de l'extrême pauvreté et qui, en même temps, sont difficilement atteintes par les aides officielles. L'histoire du développement économique du XX<sup>e</sup> siècle montre que de bonnes politiques de développement relèvent de la responsabilité des hommes et de la création de synergies positives entre marchés, société civile et Etats. En particulier, la société civile a un rôle de premier plan dans tout processus de développement, parce que le développement est essentiellement un phénomène culturel et que la culture naît et se développe dans le domaine civil.<sup>13</sup>

Comme mon vénéré prédécesseur Jean-Paul II l'a affirmé, la mondialisation «se présente avec un caractère très marqué d'ambivalence»<sup>14</sup> et elle doit donc être gérée avec une sage vigilance.<sup>15</sup> Cette forme de sagesse requiert que l'on tienne compte en premier lieu des besoins des pauvres de la terre, en mettant fin au scandale de la disproportion entre les problèmes de la pauvreté et les me-

sures prévues pour les affronter. Cette disproportion, si elle est d'ordre culturel et politique, est avant tout d'ordre spirituel et moral. Souvent, on s'arrête sur les causes superficielles et instrumentales de la pauvreté, sans aller jusqu'au cœur de l'homme où s'enracinent l'avidité et l'étroitesse de vues. Les problèmes du développement, des aides et de la coopération internationale sont parfois envisagés sans qu'il y ait un véritable engagement des personnes, mais simplement comme des questions techniques face auxquelles on se limite à la mise en place de structures, d'accords tarifaires et à la concession de financements anonymes. La lutte contre la pauvreté requiert au contraire des hommes et des femmes qui vivent en profondeur la fraternité et qui soient capables d'accompagner les personnes, les familles et les communautés sur les chemins d'un authentique développement humain.

#### Conclusion

Dans l'encyclique *Centesimus annus*, Jean-Paul II mettait en garde à propos de la nécessité «d'abandonner la mentalité qui considère les pauvres – personnes et peuples – presque comme un fardeau, comme d'ennuyeux importuns qui prétendent consommer ce que d'autres ont produit. Les pauvres – écrivait-il – revendiquent le droit d'avoir leur part des biens matériels et de mettre à profit leur capacité de travail afin de créer un monde plus juste et plus prospère pour tous».<sup>16</sup> Dans la réalité mondialisée actuelle, il apparaît avec toujours plus d'évidence que la paix ne se construit que si l'on assure à tous la possibilité d'une croissance raisonnable: tôt ou tard, en effet, tous doivent payer les conséquences des distorsions de systèmes injustes. Seule l'inconscience peut conduire à construire une maison dorée avec tout autour le désert et la désolation. La mondialisation, à elle seule, est incapable de construire la paix et, dans bien des cas, au contraire, elle crée des divisions et des conflits. Celle-ci révèle plutôt un besoin: celui d'être orientée vers un objectif de solidarité profonde qui veut le bien de chacun et de tous. Prise dans ce sens, la mondialisation doit être considérée comme une occasion propice pour réaliser quelque chose d'important dans la lutte contre la pauvreté et pour mettre à la disposition de la justice et de la paix des ressources qui semblaient jusqu'alors inimaginables.

Depuis toujours, la doctrine sociale de l'Eglise s'est préoccupée des pauvres. Au temps de l'encyclique *Rerum novarum*, il s'agissait principalement des ouvriers de la nouvelle société industrielle; dans le magistère social de *Pie XI*, de *Pie XII*, de *Jean XXIII*, de *Paul VI* et de *Jean-Paul II*, ont été mises en lumière de nouvelles pauvretés à mesure que l'horizon de la question sociale se faisait plus vaste, au point de prendre des dimensions mondiales.<sup>17</sup> Il faut considérer cet élargisse-

ment de la question sociale au niveau mondial non seulement comme une extension quantitative, mais aussi comme un approfondissement qualitatif concernant la vie de l'homme et les besoins de la famille humaine. Pour cette raison, l'Eglise, tandis qu'elle suit avec attention les phénomènes actuels de la mondialisation et leur influence sur les pauvretés humaines, montre les nouveaux aspects de la question sociale, non seulement dans leur extension, mais aussi dans leur profondeur, en ce sens qu'ils concernent l'identité de l'homme et sa relation à Dieu. Il s'agit de principes de doctrine sociale qui tendent à mettre en lumière les points de rencontre entre pauvreté et mondialisation et à orienter l'action vers la construction de la paix. Parmi ces principes, il est opportun de rappeler ici, de manière particulière, à la lumière du primat de la charité, l'«amour préférentiel pour les pauvres»<sup>18</sup> dont toute la tradition chrétienne témoigne depuis l'Eglise des origines (cf. *Ac* 4, 32-36; *1 Co* 16, 1; *2 Co* 8-9; *Ga* 2, 10).

«Que chacun joue le rôle qui lui revient et qu'il ne tarde pas», écrivait en 1891 *Léon XIII*, en ajoutant: «Quant à l'Eglise, jamais elle n'abandonnera, en aucune manière, son œuvre».<sup>19</sup> Cette conscience accompagne encore aujourd'hui l'action de l'Eglise envers les pauvres, en qui elle reconnaît le Christ,<sup>20</sup> et elle entend sans cesse résonner en son cœur le commandement du Prince de la paix à ses Apôtres: «*Vos date illis manducare* – donnez-leur vous-mêmes à manger» (*Lc* 9,13). Fidèle à cette invitation de son Seigneur, la Communauté chrétienne ne manquera jamais de donner à la famille humaine tout entière son soutien dans les élans de solidarité créative, non seulement pour donner le superflu mais surtout pour que changent «les styles de vie, les modèles de production et de consommation, les structures de pouvoir établies qui régissent aujourd'hui les sociétés».<sup>21</sup> A chaque disciple du Christ, comme aussi à toute personne de bonne volonté, j'adresse donc en ce début d'année un chaleureux appel à élargir l'espace de son cœur vers les nécessités des pauvres et à faire tout ce qu'il est concrètement possible de faire pour leur venir en aide. Car demeure incontestablement vrai le principe selon lequel «combattre la pauvreté, c'est construire la paix».

Du Vatican, le 8 décembre 2008.  
Benedictus PP. XVI

Source: *zenit.org* du 11/12/08  
© Copyright 2008 – Libreria Editrice Vaticana

- <sup>1</sup> *Message pour la Journée de la Paix*, 1993, n. 1.
- <sup>2</sup> Paul VI, Encycl. *Populorum progressio*, n. 19.
- <sup>3</sup> Jean-Paul II, Encycl. *Sollicitudo rei socialis*, n. 28.
- <sup>4</sup> Jean-Paul II, Encycl. *Centesimus annus*, n. 38.
- <sup>5</sup> Cf. Paul VI, Encycl. *Populorum progressio*, n. 37; Jean-Paul II, Encycl. *Sollicitudo rei socialis*, n. 25.
- <sup>6</sup> Benoît XVI, *Lettre au Cardinal Renato Raffaele Martino à l'occasion du Séminaire international organisé par le Conseil pontifical Justice et Paix sur le thème: «Désarmement, développement et paix. Perspectives pour un désarmement intégral»*, 10 avril 2008: *L'Osservatore Romano*, 13.04.2008, p. 8.
- <sup>7</sup> Encycl., *Populorum progressio*, n. 87.
- <sup>8</sup> Cf. Jean-Paul II, Encycl. *Centesimus annus*, n. 58.
- <sup>9</sup> Cf. Jean-Paul II, Discours à l'audience aux ACLI, 27 avril 2002, 4: *Insegnamenti di Giovanni Paolo II*, XXV, 1 [2002], 637.
- <sup>10</sup> Jean-Paul II, Discours à l'Assemblée Plénière de l'Académie Pontificale des Sciences sociales, 27 avril 2001, 4: *Insegnamenti di Giovanni Paolo II*, XXIV, 1 [2001], 802.
- <sup>11</sup> Concile Œcum. Vat. II, Const. dogm. *Lumen gentium*, n. 1.
- <sup>12</sup> Cf. Conseil pontifical Justice et Paix, *Compendium de la Doctrine sociale de l'Eglise*, n. 368.
- <sup>13</sup> Cf. Conseil pontifical Justice et Paix, *Compendium de la Doctrine sociale de l'Eglise*, n. 356.
- <sup>14</sup> Discours aux Dirigeants de syndicats de travailleurs et de grandes entreprises, 2 mai 2000, 3: *La Documentation catholique*, 97 (2000), p. 456.
- <sup>15</sup> Cf. Discours à l'Assemblée plénière de l'Académie pontificale des Sciences, 11 novembre 2002, 2: *Insegnamenti di Giovanni Paolo II*, XXV, 2 [2002], 699.
- <sup>16</sup> Jean-Paul II, Encycl. *Centesimus annus*, n. 28.
- <sup>17</sup> Cf. Paul VI, Encycl. *Populorum progressio*, n. 3.
- <sup>18</sup> Jean-Paul II, Encycl. *Sollicitudo rei socialis*, cf. Jean-Paul II, Encycl. *Centesimus annus*, n. 57.
- <sup>19</sup> Léon XIII, Encycl. *Rerum novarum*, n. 45.
- <sup>20</sup> Cf. Jean-Paul II, Encycl. *Centesimus annus*, n. 58.
- <sup>21</sup> *Ibid.*, n. 58.

## «Graves et massives violations du droit international humanitaire»

### A propos des bombardements de Gaza

par Miguel d'Escoto Brockmann, président de la 63<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies

En bombardant Gaza, Israël commet tout simplement l'agression gratuite d'un Etat très puissant contre un territoire qu'il occupe illégalement.

Le moment est venu pour les Nations Unies de prendre des mesures énergiques si elles ne veulent pas être accusées, à juste titre, de complicité par omission.

Les attaques aériennes de la bande de Gaza constituent de graves et massives violations du droit international humanitaire tel qu'il est défini par les Conventions de Genève, à la fois relativement aux obligations d'une puissance d'occupation et aux règles du droit de la guerre.

Il s'agit des violations suivantes:

- **Sanctions collectives** – On punit la totalité du million et demi d'habitants de la bande de Gaza surpeuplée pour les actions de quelques militants.
- **La population civile est prise pour cible** – Les bombardements visent les zones civiles certainement les plus peuplées du Moyen-Orient.

- **Riposte militaire disproportionnée** – Les bombardements n'ont pas seulement détruit tous les postes de police et de sécurité du gouvernement élu de la bande de Gaza mais ont tué ou blessé des centaines de civils. On a appris qu'une frappe au moins avait atteint un groupe d'étudiants cherchant un moyen de transport pour rentrer de l'université.

Je rappelle à tous les membres des Nations Unies que l'ONU reste liée à l'obligation indépendante de protéger toutes les populations civiles victimes de violations massives du droit international humanitaire quel que soit le pays responsable de ces violations. Je demande à tous les Etats membres de même qu'aux fonctionnaires et à tous les organes du système des Nations Unies d'agir promptement non seulement en condamnant les graves violations commises par Israël mais aussi de trouver de nouveaux moyens de protéger véritablement le peuple palestinien.

Source: [www.un.org](http://www.un.org) du 27/12/08  
(Traduction *Horizons et débats*)

#### Echec de la communauté internationale

«Israël commet un nombre épouvantable d'atrocités envers la population sans défense en recourant aux armes les plus modernes. Je suis scandalisé de constater que la communauté internationale ne réagit pas en prenant des mesures énergiques.»

Richard Falk, Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés («BBC World Service» du 30/12/08)

#### De véritables crimes de guerre

«Quand une partie au conflit qui possède une supériorité totale des forces de l'air bombarde l'adversaire qui ne peut pas se défendre, les bombardements constituent de véritables crimes de guerre.»

Mgr Desmond Tutu, prix Nobel de la Paix, à propos des bombardements israéliens sur la bande de Gaza («Tagesthemen» du 28/12/08)

#### Extraits du Droit international humanitaire

##### Article 51 – Protection de la population civile

1. La population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires. En vue de rendre cette protection effective, les règles suivantes, qui s'ajoutent aux autres règles du droit international applicable, doivent être observées en toutes circonstances. [...]

4. Les attaques sans discrimination sont interdites. [...]

5. Seront, entre autres, considérés comme effectués sans discrimination les types d'attaques suivants:

a) les attaques par bombardement, quels que soient les méthodes ou moyens utilisés, qui traitent comme un objectif militaire unique un certain nombre d'objectifs militaires nettement espacés et distincts situés dans une ville, un village ou toute autre zone contenant une concentration analogue de personnes civiles ou de biens de caractère civil;

b) les attaques dont on peut attendre qu'elles causent incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu.

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), 8 juin 1977

##### Interdiction de refuser des biens indispensables à la survie de la population civile

Article 54 – Protection des biens indispensables à la survie de la population civile

1. Il est interdit d'utiliser contre les civils la famine comme méthode de guerre.

2. Il est interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage, tels que des denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation, en vue d'en priver, à raison de leur valeur de subsistance, la population civile ou la Partie adverse, quel que soit le motif dont on s'inspire, que ce soit pour affamer des personnes civiles, provoquer leur déplacement ou pour toute autre raison.

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), 8 juin 1977

##### Interdiction des punitions collectives

Article 4 – Garanties fondamentales

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions qui précèdent, sont et demeurent prohibés en tout temps et en tout lieu à l'égard des personnes visées au paragraphe 1: [...]

b) les punitions collectives

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), 8 juin 1977.

## Pirates du III<sup>e</sup> millénaire

### Une mise en scène réussie: qui tire les ficelles?

par Brigitte Queck, spécialiste des relations internationales

Depuis quelques mois, les médias attirent de plus en plus l'attention sur les pirates qui sévissent, surtout depuis 2008, au large des côtes somaliennes.

Selon la presse, les premiers pirates étaient là-bas des pêcheurs privés de plus en plus de leurs moyens d'existence par les usines de pêche de tous les pays du monde qui agissent illégalement. Comme il n'y a pas de surveillance côtière étatique, les pêcheurs ont, au nom de leurs communes et de leurs clans, choisi la défense armée. Ils ont abordé les navires de pêche et exigé des droits des navires marchands qui déversaient illégalement des déchets sur les côtes de Somalie, et même – on le sait maintenant – des déchets radioactifs.

Oui, les Etats-Unis et leurs alliés éthiopiens ont, pendant la guerre civile qu'ils ont ourdie en Somalie avec l'aide d'autres forces et qui a duré de 1991 à 1996, utilisé des tonnes de munitions à l'uranium sous forme de «armes antichars» lors de la destruction de bâtiments et d'infrastructures du pays (comme d'ailleurs en Yougoslavie en 1995 et 1999, en Irak en 1991, 1993 et 2003 ainsi qu'en Afghanistan en 2001) bien que la Somalie ne possède pas de blindés!

Cette question a été abordée lors de la 9<sup>e</sup> session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le 18 septembre 2008.

Un des deux rapporteurs somaliens a évoqué le contexte géostratégique de la catastrophe somalienne.

Selon lui, la Somalie, qui a la plus longue côte maritime d'Afrique, intéresse les puissances occidentales qui aspirent à la suprématie globale. D'une part, on peut, depuis là, contrôler parfaitement la route du pétrole

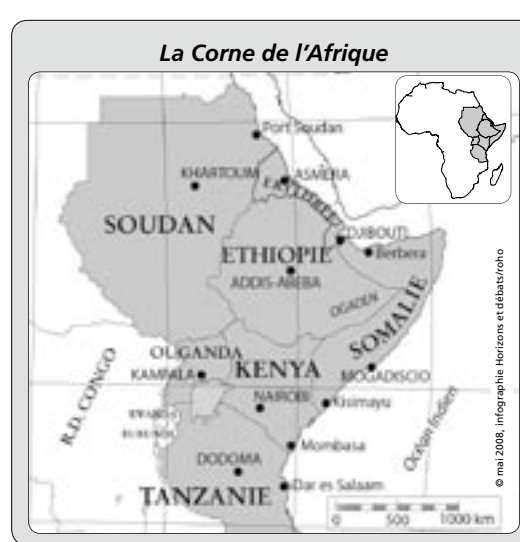
du canal de Suez à la mer Rouge et d'autre part, on construit un oléoduc qui permettra de transporter directement jusqu'à la mer puis de charger sur de gros tankers le pétrole découvert en Somalie. (On parle de 10 milliards de barils. Certains affirment que le Soudan et la Somalie sont les plus importants producteurs potentiels d'or noir.)

Mais il convient de mentionner deux aspects importants qui expliquent l'exacerbation des tensions en Somalie: les contextes économique et politique.

Pour ceux qui connaissent le document stratégique, autrefois confidentiel, du Pentagone dans lequel il est écrit que les USA considèrent comme leur ennemi tout Etat qui cherche à les rattraper, voire à les dépasser économiquement, il est évident que le développement de la Chine est une épine dans leur pied.

Or la Chine, qui n'a pas de réserves pétrolières, a développé depuis longtemps des relations étroites avec le Soudan et la Somalie ainsi qu'avec d'autres Etats africains et leur achète le pétrole dont elle a besoin pour son économie.

Nous recommandons à certains gauchistes qui qualifient la Chine de pays capitaliste et mettent sur le même plan les intérêts des Etats-Unis, des puissances occidentales et de la Chine de lire l'ouvrage de Frank Sieren, «Der China-Schock, Wie Peking sich die Welt gefügig macht». (L'auteur vit depuis 14 ans en Chine et est considéré comme un des meilleurs spécialistes de ce pays.) Il écrit: «A en croire les occidentaux hostiles à la Chine, il ne resterait aux Africains, après le retrait de la Chine, que le désert [...]. Or la réalité est toute différente. Là où les Chinois se sont investis, l'économie est florissante et



la situation de la population qui souffrait auparavant de la faim s'est de toute évidence améliorée.»

L'auteur décrit de façon détaillée la stratégie africaine de l'Empire du Milieu, depuis l'octroi de plusieurs milliards de crédits à faible taux à l'exploitation des matières premières en passant par des commandes de construction subordonnées aux crédits. Le partenariat «win-win» (à l'avantage des deux parties) aide les Africains à développer leurs infrastructures.

Le géant pétrolier étatique chinois CNOOC possède une licence d'exploration pétrolière en Somalie et a signé en 2006 un contrat de partage de production avec le gouvernement intérimaire somalien qui garantit à la Somalie 51% des recettes pétrolières.

Afin d'appuyer sa vision positive de la politique africaine de la Chine, Sieren donne la parole aux Africains eux-mêmes. Les Etats

africains font confiance à la Chine, d'autant plus qu'ils ont fait d'amères expériences avec l'impérialisme américain.

*Financial Times.com* du 20/12/08 renvoie à ce sujet à un article de Barney Jopson (Nairobi) du 13/07/07 intitulé «Somalia oil deal for China» pour qui la Somalie est devenue une «zone interdite aux entreprises pétrolières américaines».

Il est clair que la chasse aux pirates menée essentiellement par l'OTAN n'a pas seulement pour objectif de sécuriser les voies de transport des matières premières mais de s'opposer aux puissances montantes comme la Chine et la Russie (cette dernière développe depuis longtemps ses relations avec les pays africains), notamment par la force, et de couper la Chine surtout de ses importations de matières premières nécessaires à son économie. Cela explique la participation de la Chine et de la Russie aux interventions militaires contre les pirates!

Précisons que le Secrétaire général de l'ONU, qui a signé récemment un accord secret entre l'ONU et l'OTAN, s'est opposé à une intervention de Casques bleus demandée par le gouvernement intérimaire de Somalie.

Comme le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté un mandat d'intervention contre les pirates agissant au large des côtes somaliennes qu'il veut également combattre sur le continent (la version définitive de la Résolution 1851 de l'ONU n'autorise pas, suite aux objections de l'Indonésie et d'autres Etats, l'utilisation à ces fins de l'espace aérien de la Somalie!), je pense qu'on n'a plus à se demander qui sont les pirates du III<sup>e</sup> millénaire.

(Traduction *Horizons et débats*)

# La récession soulève la question du sens de l'économie

par Reinhard Koradi, Dietlikon

La crise économique actuelle ne pourrait-elle pas être aussi une chance? C'est sûr qu'en premier lieu, la peur de la perte de l'emploi et le souci concernant les épargnes et les pensions de retraite dominant. Le revenu net disponible (revenu qui reste quand on a soustrait les «dépenses obligatoires» telles que les locations, les primes de caisses maladie, les contributions aux caisses de retraite, les impôts etc. ...) pourrait diminuer à la suite d'une baisse des revenus et des retraites et de l'augmentation des impôts au profit de l'Etat et ainsi rendre impossible le maintien du niveau de vie actuel. Nous devons apprendre à nous concentrer sur l'essentiel, à renoncer, à surmonter notre égoïsme et à remplir avec de nouveaux contenus la solidarité entre les êtres humains. Il n'y a rien à embellir, la majorité de la population active et des retraités devront se serrer la ceinture et beaucoup trop de femmes, d'hommes et d'enfants devront supporter une grande détresse due à la pauvreté.

Car on n'a toujours pas réussi à construire un système économique qui favorise le bien-être de tous les êtres humains et qui ne permette plus qu'une petite minorité puisse parvenir à une énorme richesse par la pauvreté d'une grande partie de la population mondiale. La question du but de l'économie se pose justement ces derniers jours avec une acuité inhabituelle.

Si l'on considère les prises de position officielles des politiciens dirigeants des pays industriels occidentaux sur la crise financière et économique émises les six derniers mois, alors on ne peut que s'étonner. Au début, on disait la crise ne nous gagnera pas, ensuite on a avoué que la crise financière atteindrait notre degré de latitude mais que le système était intact et que l'on n'avait rien à craindre. Pourtant soudain, la façade d'un monde idéal s'est fissuré. Outre les instituts financiers américains, les grandes banques européennes et suisses sont tombées dans une situation critique (financièrement). Des paquets de sauvetage ont été ficelés à toute vitesse et on a affirmé de manière stoïque qu'il n'y aurait pas de crise économique. Maintenant, un gouvernement après l'autre avoue que nous nous trouvons dans une récession. On continue à ficeler des paquets s'élevant à des centaines de milliards.

## Se débarrasser des vestiges d'une politique depuis longtemps dépassée par la réalité

En principe, il n'est pas faux de soutenir l'économie au moyen d'interventions financières. Mais on se pose la question où vont réellement les fonds de soutien s'élevant à des milliards? Ces fonds sont-ils mis à la disposition de l'économie productrice c'est-à-dire les petites et moyennes entreprises ou bien tombent-ils dans le gouffre d'un système financier et économique global en piteux état? Cela se peut que la reprise de «papiers camelote sans valeur» assure un certain temps l'existence d'instituts financiers, elle ne contribuera cependant pas à garantir à tous les êtres humains de cette terre un fondement économique permettant une existence digne humainement. Aussi longtemps que la croissance économique, la libéralisation, le libre échange global et la compétitivité internationale domineront les objectifs politico-économiques, les riches profiteront aux dépens des entreprises moyennes, de l'artisanat et des individus moins aisés.

Quand le gouvernement suisse frappe à la porte de Bruxelles pour négocier un accord sur le libre-échange commercial dans le domaine agricole avec l'UE, quand *avenir suisse* s'attache avec entêtement à l'idéologie libérale visant la libéralisation du marché et expédie au pays des mythes la revendication de la souveraineté alimentaire ou quand le Conseil national ne voit pas la nécessité de soutenir le prix du lait au moyen d'une régulation de la quantité, ce sont là des vestiges d'une politique économique dépassée depuis longtemps par la réalité.

## Dans quel but pratiquons-nous l'économie?

Allons-nous chaque jour au travail pour stimuler la croissance, pour augmenter la com-



«Contrairement à l'économie axée vers la mondialisation, l'économie régionale permet de favoriser l'autosubsistance, l'indépendance et des structures économiques décentralisées à l'abri de la crise. Grâce à l'interaction libérale de beaucoup de petites économies régionales, une interconnexion globale peut également avoir lieu – au cas où cela serait désirable.» (photo rs)

pétitivité internationale ou pour développer le marché global? Notre volonté de performance au poste de travail est-elle maintenue par l'attente de l'augmentation des cours des actions ou par la perspective d'un profit maximum? Il se peut que pour une minorité privilégiée cette motivation existe, pourtant pour la majorité des individus, le fait de travailler ou de faire du commerce signifie beaucoup plus. Les êtres humains veulent être productifs et créatifs, ils souhaitent de nouveaux défis et espèrent avec leur travail donner un sens à la vie. Nous pratiquons l'économie aussi pour produire ou acheter les biens qui garantissent notre existence. Dans une économie de partage de travail, il est d'usage que les individus effectuent différentes activités. Les produits et les prestations de service sont alors échangés au sein de la population selon le besoin. Le cordonnier va chez le boulanger, l'ébéniste va chez le serrurier ou le coiffeur chez le charcutier etc... Pour simplifier l'échange, on a créé le marché et l'argent.

A l'origine, l'argent était uniquement un moyen d'échange, étroitement lié à la circulation des biens. Cette dernière ainsi que le circuit économique servaient d'abord à garantir l'existence de la population vivant sur le territoire attaché. La régionalisation et la localisation géographique de l'économie en résultant ont été rompues par l'infrastructure promouvant la circulation. Le marché régional a évolué vers un marché national et plus tard vers un marché international, voire global. Des produits nouveaux et inconnus sont arrivés sur le marché, l'importation et l'exportation ont apporté de nouvelles impulsions au marché et ont donné des ailes aux fantaisies relatives à de nouveaux marchés économiques. L'économie de biens réelle et l'économie de l'argent ont pris des chemins séparés. La garantie de l'existence faisait place à l'objectif de l'augmentation du profit. La spéculation remplaça l'économie de biens réelle et enrichissait quelques personnes tandis qu'elle en appauvriait beaucoup d'autres.

On ne doit pas oublier ici l'exploitation effrénée des ressources naturelles et l'exploitation honteuse des êtres humains. L'orientation unilatérale vers la mondialisation du marché a conduit à la dépendance et à la négligence des tâches primaires de l'économie. L'approvisionnement fondamental, la population, la sécurité de l'emploi et l'apport de sens par l'occupation ont été sacrifiés sous le diktat de l'économie de concurrence globale. Dans les Etats industriels, les agriculteurs, les petites et moyennes entreprises familiales ont été laminés par ce qu'on appelle le «prix du marché mondial». La garantie de l'approvisionnement a été engloutie par le marché libre c'est-à-dire pour le profit des multinationales. Les besoins de la population indigène ont été sacrifiés aux quatre

libertés (la libre circulation des personnes, la libre circulation des biens et des services et la libre circulation des capitaux).

Les êtres humains ne vivent cependant pas sur le plan global. La grande majorité passe la plus grande partie de leur vie au même endroit, dans la même région ou dans leur pays natal. Ils vivent, travaillent et se développent dans leur environnement proche. Un fait dont l'économie doit tenir compte. Quand nous pratiquons l'économie pour donner un sens à notre vie, pour garantir notre existence, pour entretenir des valeurs culturelles et sociales, alors cette économie ne peut être que régionale. En suivant ce principe, l'économie globale doit être au maximum un complément à l'économie régionale.

## La pratique de l'économie pour et avec l'homme et la nature

Une économie qui prend en compte les besoins de l'homme et de la nature s'oriente tout d'abord vers la région. L'objectif de cette orientation économique régionale n'est pas la compétitivité globale mais l'approvisionnement aussi complet que possible de la population locale et la création de bases afin que les individus puissent assurer leur subsistance

par leurs propres moyens. En premier lieu, il faudrait mettre à disposition des produits et des services de première nécessité au moyen de propres ressources dans un espace vital naturel. Les produits alimentaires, l'habitat, les institutions scolaires, les biens culturels, l'approvisionnement sanitaire et énergétique et les transports en commun en font partie. Contrairement à l'économie axée vers la mondialisation, l'économie régionale permet de favoriser l'autosubsistance, l'indépendance et des structures économiques décentralisées à l'abri de la crise. Grâce à l'interaction libérale de beaucoup de petites économies régionales, une interconnexion globale peut également avoir lieu – au cas où cela serait désirable.

Dans une économie axée sur la région, les producteurs et les consommateurs se rapprochent, la production et la distribution deviennent transparentes et ainsi vérifiables. Ce qui non seulement favorise les processus de production écologiques mais aussi conduit à une meilleure qualité des produits. Les ressources locales sont utilisées de manière optimale, les capacités existantes sont exploitées au maximum. On peut de nouveau mieux unir la vie, le travail et les activités culturelles, ce qui renforce la solidarité et le sens communautaire. Les voies de transport se raccourcissent ce qui ménage l'environnement et le portefeuille.

L'économie régionale peut être mise en pratique de multiple manière. Des structures de production et de distribution décentralisées et à petite échelle encouragent l'innovation et contribuent à la stabilité de l'économie d'approvisionnement et de l'occupation. Ce sont les petites et moyennes entreprises qui assurent la production, la logistique et la commercialisation. Les entreprises misent sur des technologies simples et profitent de la proximité du client dans le premier sens du terme. L'économie régionale s'appuie dans le cas idéal sur une monnaie régionale et constitue la condition idéale pour les formes de travail et d'organisation coopératives comme cela est d'usage au sein d'une coopérative.

Que se passerait-il si les pays – toutes les nations indépendantes – poursuivaient une politique d'économie nationale qui privilégierait la régionalisation et non la globalisation, qui activerait tout d'abord l'approvisionnement fondamental de leurs populations respectives au lieu de la compétitivité internationale, visant par là rendre possible aux êtres humains un mode de vie sûr au niveau existentiel et digne.

## Courrier des lecteurs

### Mendicité au lieu d'une politique sociale

Un Etat social est un Etat où personne n'est obligé de mendier. Depuis bien plus de vingt ans, un capitalisme néolibéral domine la politique et la société et a fait régresser la sécurité et la justice sociale.

Ce qui contribue également aux conditions asociales, c'est le développement sur le plan mondial: les habitants de pays lointains sont exposés aux guerres, à la misère et à la persécution et sont obligés de chercher un nouveau refuge dans la «vieille Europe». Tandis qu'autrefois les entrepreneurs faisant venir les employés de l'étranger, les immigrants d'aujourd'hui, les soi-disant «réfugiés pour des raisons économiques», ne trouvent que difficilement un emploi. Des directives et le chômage le rendent plus difficile.

Les employés et les retraités locaux souffrent des réformes imposées par les organisations internationales (OMC, Banque mondiale, OCDE, UE, etc.), de la prédominance des intérêts d'actionnaires, d'un salaire minime, du chômage en croissance et de la perte du pouvoir d'achat. Un «esprit du temps» belliqueux et capitaliste néfaste, caractérisé par l'aspiration à la suprématie des Etats-Unis et une spéculation poussée sans scrupule par la politique – cri-

ses financières et économiques comprises – trouble la joie de vivre et crée une nouvelle détresse.

La suppression de barrières commerciales en faveur d'une concurrence débridée, de la maximalisation du profit et d'un accroissement du capital aux dépens d'autrui, lamine de plus en plus le système de protection sociale; les pauvres deviennent toujours plus pauvres tandis que les riches s'enrichissent. La justice sociale cède au droit du plus fort. La politique fiscale y contribue.

La «charity», la mendicité organisée par l'amour du prochain, a remplacé la politique sociale. Son apparence est plus noble que celle de la mendicité individuelle, mais en fait il ne s'agit de rien d'autre que de mendicité.

La charité ne remplace ni la régulation politique, ni une politique fiscale équitable ni une politique sociale efficace fondée sur le droit plutôt que sur des aumônes. Renoncer aux prestations fiscales en faveur d'institutions sociales peut contribuer à un démantèlement de l'Etat social et compliquer la réalisation bien répartie des devoirs de l'Etat.

E. Schäfer, Vienne

## En 2009, la lutte contre la pauvreté en Allemagne devra être politique

par Karl Müller

Dans son allocution de Noël, le président de la République fédérale d'Allemagne, *Horst Köhler*, s'est senti obligé d'exprimer ses remerciements aux soldats allemands qui «au loin assurent la sécurité et la reconstruction». Ces soldats servent «la paix au prix de leur vie». Toutefois, le président omit de parler des victimes quotidiennes de la guerre par exemple en Afghanistan: il ne s'agit pas de soldats allemands, mais de victimes innocentes tuées dans les bombardements incessants et les massacres perpétrés par les soldats de l'OTAN, dont font partie des Allemands. On peut donc fortement douter qu'il s'agisse, en Afghanistan (comme dans d'autres régions du monde), d'assurer la paix, la sécurité et la reconstruction.

La présence des soldats allemands en Afghanistan, à elle seule, nous coûte plus d'un milliard d'euros par an.

### Une politique de guerre coûtant des milliards

Avant Noël, les élus du Bundestag allemand ont décidé presque sans aucune opposition, d'envoyer jusqu'à 1400 soldats supplémentaires dans une mission au loin – officiellement pour «mener la chasse aux pirates» (rien que ce vocabulaire, utilisé par les députés, éveille des craintes). Mais que prévoit-on réellement? Est-ce que les soldats allemands doivent apprendre à tuer dans toujours plus de régions du monde? S'agit-il vraiment de justice et de droit... ou plutôt d'une préparation à la guerre dans une politique de grande puissance, pour s'assurer les matières premières?

Cette nouvelle mission de guerre coûtera 45 millions d'euros supplémentaires par an.

Deux ministres allemands des Affaires étrangères – l'ancien (*Joseph Fischer*) et l'actuel (*Frank-Walter Steinmeier*) – ont le culot d'occulter ce qui apparaît maintenant clairement dans la guerre d'Irak depuis 2003, à laquelle participe l'Allemagne. Ils mentent effrontément et continuent de se comporter comme si le gouvernement rouge-vert d'alors avait agi correctement et que l'Allemagne n'avait pas participé à cette guerre criminelle.

### L'autre Allemagne

Il existe une autre Allemagne. Les Allemands ont dépensé, l'année dernière, 2,8 milliards d'euros, soit dans les 3,2 milliards de francs, pour les œuvres d'entraide. A mi-décembre, une liste avec 200000 signatures, demandant la mise en place d'urgence de moyens pour lutter contre la pauvreté croissante des enfants et des personnes âgées a été remise à la chancelière *Angela Merkel*.



Manifestation contre la pauvreté croissante à Berlin en 2007. En Allemagne, les gens ne cessent de demander des mesures contre la pauvreté. Mais la politique allemande préfère suivre une autre voie. Pendant combien de temps encore? (photo Reuters)

Là où des gens souffrent de pauvreté se trouve la volonté d'aider, notamment à l'initiative de paroisses, et de groupes laïcs. *Huberta von Voss* en parle dans son ouvrage intitulé «Arme Kinder, reiches Land. Ein Bericht aus Deutschland» [Enfants pauvres dans un pays riche, un récit sur l'Allemagne] (ISBN 978-3-498-07064-9). Par exemple l'association «Der rettende Engel» (l'ange sauveur) à Milmersdorf en Uckermark, Brandebourg, où une personne sur cinq est au chômage et où la plupart des gens vivent de l'aide sociale (Hartz IV). Pour un adulte cela représente – outre un complément pour le loyer – à peine 350 euros (environ 525 francs suisses) par mois, pour les enfants ce sont même 140 euros en moins.

«Der rettende Engel» fut créé par *Hans-Jürgen Eggert* qui est lui-même au chômage depuis 16 ans. Selon *Huberta von Voss*, il lutte aujourd'hui «contre la pauvreté matérielle et psychique dans la région». Ainsi, lui «qui a souvent vécu en marge de la société, est devenu un centre humain du fait qu'il est crédible pour les gens dans la détresse».

Cette aide s'impose d'urgence. «Nombreux sont ceux qui s'effondrent du fait du mélange de désespoir, de dettes accumulées, de chômage et d'alcool. Et ce sont les enfants qui en pâtissent le plus.»

### Ils sont nombreux à apporter leur aide aux pauvres

*Huberta von Voss* énumère une longue liste d'organisations privées qui aident les gens pauvres: p.ex. l'association *Arche* à Berlin-Hellersdorf, mise sur pied par un prêtre catholique, le *Johannisstift evangelische* à Spandau, le *Zirkus Internationale* à Wedding, l'organisation *Evangelische Jugend- und Fürsorgewerk Lazarus* à Lichtenfelde, le *Kindernotdienst* à Kreuzberg, l'organisation *Strassenkinder e.V.* à Prenzlauer Berg, et de très nombreuses autres organisations à Berlin, autour de Berlin et dans de nombreux autres lieux d'Allemagne.

Toutes celles et tous ceux qui apportent leur aide sont conscients qu'il ne s'agit pas simplement d'un manque d'argent. Ils savent que la pauvreté est très souvent liée à la violence et la dépravation, à l'alcool, la drogue, voire la criminalité.

De plus, ils savent que la pauvreté, et tout ce qui s'y rattache, se transmet de plus en plus souvent de génération en génération: non pas par hérédité, mais du fait que les familles pauvres sont prises dans un cercle vicieux, cela particulièrement en Allemagne. En effet, on y souffre, quand on est pauvre, plus fortement de maladies, on y fréquente moins d'écoles supérieures, on trouve avec peine un emploi et l'on met aussi au monde des enfants qui subiront le même sort.

### Chacune et chacun

#### peut être touché par la pauvreté

La marginalisation par la pauvreté et le chômage ne touche pas que les marginaux. «De plus en plus de monde est écarté des bienfaits du bien-être, sans espoir de vivre un changement à leur sort. Des vies qu'on croyait solides se disloquent du fait de la perte de l'emploi qu'on tenait pourtant pour sûr. Cela peut toucher tout un chacun, qu'il soit intérimaire sans qualification ou scientifique diplômé.» C'est ce qu'on trouve dans le nouvel ouvrage de *Heinz Bude* intitulé «Die Ausgeschlossenen. Das Ende vom Traum der gerechten Gesellschaft» [Les exclus. La fin du rêve d'une société juste] (ISBN 978-3-446-23011-8).

Pourquoi évoquer d'un seul souffle les erreurs du président de la République fédérale, l'ignorance des parlementaires, l'arrogance des va-t-en guerre *Steinmeier* et *Fischer* et la pauvreté en Allemagne?

Toutes celles et tous ceux qui apportent leur aide aux malheureux savent que leur engagement est aussi un combat permanent contre des décisions politiques erronées.

### «Caritas» et «Diakonie» mettent en garde contre les conséquences d'un retrait de l'Etat de ses responsabilités

Peu avant Noël, les grandes œuvres d'entraide catholiques et protestantes d'Allemagne, *Caritas* et *Diakonie*, se sont exprimées pour critiquer le fait qu'il y a maintenant en Allemagne 800 «points de distribution populaires» dans le pays. Ces derniers existent depuis 1993. On y distribue aux gens, qui ne peuvent plus en acheter, des vivres venant des invendus, mais aussi d'autres biens de première nécessité. Le président de *Caritas*, *Peter Neher*, a lancé un avertissement: «Une société ne peut avoir pour objectif d'entretenir à demeure des groupes entiers de citoyens avec des habits usagés, des soupes populaires et des tarifs sociaux pour l'électricité, formant ainsi une société parallèle.» *Caritas* n'est pas prête à accepter «la normalité croissante de telles distributions de vivres». En effet, «ce serait désastreux que l'Etat puisse se retirer de ses responsabilités en s'appuyant sur ces centres de soupes populaires et de distributions de vivres». Le pasteur protestant *Wolfgang Gern*, porte-parole de la conférence nationale contre la pauvreté, voit dans la «croissance exponentielle des mouvements d'entraide» un signe alarmant: «Ces soupes populaires aident les gens soumis à l'aide sociale (Hartz IV) à supporter pour le moins leur misère, mais ne peuvent leur rendre leur dignité. Car, lorsqu'on est forcé à quémander, on se sent dégradé au rang d'être humain de deuxième classe.»

*Huberta von Voss* souligne qu'on économise tant et plus dans l'aide étatique à la jeunesse. L'Etat prétend qu'il manque d'argent. Mais on trouve des milliards pour la guerre et pour les banques. Quand des œuvres privées, comme l'association d'*Uckermark*, reçoivent, pour une fois, quelque argent de l'Etat, c'est surtout pour que le Premier ministre du coin soit bien traité par la presse.

*Huberta von Voss* évoque la «désolidarisation croissante de notre société. Mais cette notion est trompeuse, il vaudrait mieux parler de l'absence du sens des responsabilités des riches et des puissants du pays, qui veulent nous faire croire que les pauvres n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes et affirment froidement que «quand on veut, on peut.»

### On ne veut pas de conscience en politique

L'arrogance et l'effronterie de *Steinmeier* et de *Fischer* ne sont pas que des traits de caractère. Les deux représentent le programme d'une classe dirigeante qui veut

tenir en laisse les citoyens et citoyennes. Les sujets doivent se plier. Le citoyen peut exprimer sa conscience partout, sauf en politique.

La pauvreté est voulue. *Naomi Klein* démontre dans son ouvrage paru en 2008 et intitulé «La stratégie de choc. La montée d'un capitalisme du désastre» (ISBN 978-2-7427-7544-6), de quelle manière la marche triomphale de l'idéologie néolibérale dans les trente dernières années est basée sur de la violence extrême, des catastrophes et même de la torture, afin d'imposer une économie de marché débridée dans le monde entier. Ne serait-ce pas aussi vrai chez nous?

### La pauvreté – une volonté politique

La pauvreté a toujours à faire avec la politique. Tant que des hommes politiques tels *Steinmeier* et *Fischer* et des adeptes semblables dans les autres partis pourront agir en toute liberté, notre pays s'enfoncera toujours plus dans le chaos. Tant que l'économie d'un pays reposera sur l'idée que l'être humain n'est rien d'autre qu'un «homo oeconomicus», elle ne pourra être à son service. Tant qu'on ne respectera pas la dignité de l'être humain, on le privera des droits les plus élémentaires.

### Engagera-t-on, dans un proche avenir, des soldats pour combattre les protestations de la population?

Le journal américain «Phoenix Business Journal» a présenté, le 17 décembre, une nouvelle étude du «U.S. Army War College», selon laquelle le Pentagone tiendrait prêtes des troupes pour le cas où «la crise économique provoquerait des troubles sociaux de la population contre les hommes d'affaires et le gouvernement ou qu'il y aurait même une ruée sur des banques assiégées». Le directeur du FMI, *Dominique Strauss-Kahn*, avait déjà mis en garde contre des révoltes et des troubles sociaux du fait de la crise économique mondiale. Le ministre des Finances américain, *Paulson*, avait déjà en septembre estimé qu'il serait peut-être nécessaire de décréter la loi martiale.

On peut aussi se demander pourquoi des politiciens allemands – aux liens étroits avec la politique américaine – notamment *Wolfgang Schäuble*, s'engagent fortement pour un élargissement des possibilités d'intervention de l'armée à l'intérieur du pays. Serait-ce la réponse de la politique allemande aux «chocs» économiques prévus?

Dans son allocution lors de la Journée mondiale de la paix, le pape a décrit les tenants et aboutissants de la situation actuelle et a proposé une autre voie. Cela doit permettre à tout un chacun d'observer et de mieux comprendre ce qui se passe dans le monde et de se laisser conduire par son sentiment humain.

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch  
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie  
Nüssli, Mellinger

Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- €

ISSN 1662 - 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Reflexiones al comienzo del nuevo año

## ¿Qué necesitamos realmente los seres humanos en nuestro planeta y cómo queremos configurar nuestro futuro?

por Karl Müller

La campaña electoral y la elección del próximo presidente norteamericano *Barack Obama* llevó a mucha gente en el mundo, profundamente defraudada después de ocho años de presidencia de *George W. Bush*, a encontrar en los dos slogans de Obama «change» (cambio) y «hope» (esperanza), la promesa de un mundo mejor. A esto se agrega el hecho de que, por primera vez en la historia, un afroamericano, es decir alguien perteneciente a un grupo social marginado desde hace siglos, presentó su candidatura y fue elegido presidente.

Pero ¿serán suficientes esas promesas para mejorar el mundo en que vivimos? ¿No es más bien el momento, unas semanas antes de la toma de poder del nuevo presidente, de hacer una verdadera cesura, de mirar sinceramente hacia atrás y preguntarnos qué cometidos deberá afrontar el mundo en los próximos meses y años?

¿Qué necesitan los seres humanos para mejorar la situación?

La respuesta a esta pregunta esencial no podemos dejarla en manos de los think tanks profesionales de los grandes poderes, partidos y grupos de intereses, de los cuales, lamentablemente, es de suponer que están más interesados en el bien particular de sus clientes y financieros que en el bien común.

Debemos reorientarnos y sobre todo ... reflexionar nosotros mismos.

Reconocer que el derecho internacional es válido para todos y que debe ser respetado por todos. En nuestra época de armas de destrucción masiva – atómicas y biológicas entre otras – la razón del más fuerte, a nivel mundial, debe ceder lugar al derecho internacional, de lo contrario la existencia de la humanidad está amenazada.

Los crímenes de guerra, la miseria y la indigencia que ha tenido que soportar el mundo en los últimos años en nombre de la «democracia», exigen una reparación que sólo puede llevarse a cabo cuando finalmente las culturas se respeten mutuamente. Sólo sobre esta base, los pueblos del mundo pueden crear estructuras basadas en la igualdad, que aseguren a cada pueblo la libertad de organizar y desarrollar su propia economía, cultura y su cooperación a nivel internacional.

Nadie puede decir que conoce la solución para los problemas actuales, pero existen puntos de partida. Entre ellos, se encuentran bases para la búsqueda de un nuevo sistema económico, que, a raíz de la crisis económica mundial actual, han sido propuestas por parte de importantes economías políticas como Japón, China o Rusia.

En su discurso sobre la situación del país el 5 de noviembre, el día de la elección de Obama, el presidente ruso, *Dimitri Medvedev*, señaló que el mundo no está más dispuesto a aceptar que una sola potencia determine un único modo posible de vida, y un único sistema económico. Al comienzo de su discurso, el presidente estableció una relación entre la guerra de Georgia, a la que Rusia fue forzada, y la crisis financiera mundial. Medvedev dijo que las dos graves crisis «tienen un origen común» y que, por tanto, es «indispensable que se creen mecanismos para bloquear decisiones equivocadas, egoístas y en parte peligrosas de algunos miembros de la comunidad internacional». Porque, de hecho, tanto la crisis en el Cáucaso como la crisis de los mercados financieros, son la consecuencia de la política de la administración norteamericana fundamentada en «decisiones autoritarias y parciales que no admiten ninguna crítica».

Después del derrumbe de la Unión Soviética, «la convicción de los dirigentes de EE.UU. que su política era indiscutiblemente la única justa» ha llevado a graves errores de cálculo. La crisis financiera mundial es la consecuencia de que EE.UU. «no ha consultado con otros miembros de los mercados globales sobre sus decisiones» y «ha perdido además todo sentido de la medida».

Al fin de su discurso, el presidente retoma estos conceptos. Él exige un sistema global de seguridad y una nueva arquitectura económica mundial y presenta propuestas concretas: fortalecer los principios del derecho en las relaciones internacionales, para que las normas y principios del derecho internacional, reconocidos universalmente, determinen las reglas de juego en el ámbito internacional; crear un sistema internacional multipolar; hacer acuerdos sobre procedimientos diplomáticos universales para regular situaciones de crisis; impulsar un diálogo inter-

### «Obama rompió todos los récords de obsecuencia»

Después de meses de una carrera dura y amarga y un combate sin compasión, *Barack Obama* venció a su impresionante rival *Hillary Clinton*.

¿Y qué fue lo primero que hizo Obama después de esa victoria sorprendente? Corrió hacia la asamblea del lobby de Israel (AIPAC) y pronunció un discurso que rompió todos los récords de obsecuencia y servilismo. [...]

Su adulación al lobby de Israel es fácil de desenmascarar y salta más a la vista que los esfuerzos similares de otros candidatos.

¿Porqué? Porque su éxito vertiginoso en las elecciones primarias lo debe pura y exclusivamente a su promesa de traer un cambio, un «change», es decir poner fin a las prácticas infames de Washington y cambiar el viejo cinismo por una persona joven, valiente, que no traicionará sus principios.

Y ahora, vemos que lo primero que hace después de tener asegurado su nombramiento por su partido, es comprometer sus principios. Y ¿de qué manera!

Está bien, él prometió de proteger la seguridad de Israel por todos los medios. Eso es usual. También pronunció oscuras amenazas contra Irán siendo que había prometido encontrarse con el dirigente iraní y solucionar los problemas por medios pacíficos. Prometió además rescatar a nuestros tres soldados capturados (él cree equivocadamente que son prisioneros de Hezbollah – y este error muestra que sus conocimientos sobre nuestros asuntos son bien superficiales).

Pero su declaración sobre Jerusalén sobrepasa todos los límites. No es exagerado

calificarla de escándalo. Ningún palestino, ningún árabe, ningún musulmán va a hacer la paz con Israel, si Haram-al-Sharif (también llamado Monte del Templo), uno de los tres lugares más sagrados para el Islam y el símbolo más señalado del nacionalismo palestino, no se transfiere a la autoridad palestina. Es uno de los problemas claves del conflicto. Precisamente por esa razón fracasó la conferencia de Camp David, siendo que el ex primer ministro *Ehud Barak* estaba decidido a dividir Jerusalén de alguna manera.

Y ahora, llega Obama y saca del basural el eslogan trillado de «Jerusalén no dividida, capital de Israel para la eternidad». Después de Camp David, todos los gobiernos israelíes son conscientes de que esa mantra es un obstáculo insuperable para un proceso de paz. Es por eso que ha desaparecido del arsenal de eslógans oficiales – en silencio, casi secretamente. Sólo la derecha israelita (y la judía norteamericana) lo mantiene, justamente por la misma razón, para sofocar desde el comienzo toda posibilidad de paz que haría necesaria el desmontaje de las colonias. [...]

Sobre una cosa estoy seguro: las declaraciones de Obama en la conferencia de AIPAC son muy, pero muy malas para la paz. Y lo que es malo para la paz, es malo para Israel, malo para el mundo y malo para el pueblo palestino.

Fuente: Uri Avnery. No, I can't!  
<http://zope.gush-shalom.org/home/en/channels/avnery/1212871846>  
 (Traducción Horizons et débats)

nacional para lograr en la mayor brevedad posible la reglamentación de una arquitectura financiera mundial sin el monopolio de EE.UU. existente hasta ahora.

El presidente ruso no es el único que reflexiona seriamente sobre el futuro de la política universal. «Le Défi asiatique» (Fayard, 2008), *Kishore Mahbubani*, en su libro recientemente editado «El desafío asiático» dice claramente que los países asiáticos no están más dispuestos a subordinarse a occidente, que ellos operan en el mundo cada vez con más seguridad en sí mismos, que tienen sus propios conceptos sobre el mundo futuro y que tampoco están dispuestos a aceptar «la doble moral de occidente en sus exigencias concierne a la democracia y a los derechos humanos».

En Europa tenemos que aprender a escuchar con atención las muchas otras voces en el mundo, y entender que el principio de igualdad de derechos implica que nosotros europeos ya no podemos arrogarnos el privilegio de ser una «conducción espiritual».

Esto no significa que nos falten criterios esenciales. En 1945, después de años de discusión y bajo la influencia de experiencias amargas, representantes de numerosos estados del mundo se agruparon en las Naciones Unidas y se impusieron reglas que fijaron en la *Carta de la Naciones Unidas*. Hoy debemos recordar que ésta estipula que los pueblos de las Naciones Unidas están «decididos a preservar a las generaciones venideras del flagelo de la guerra» y «a proclamar nuevamente su fe en los derechos fundamentales del hombre, en la dignidad y el valor de la persona humana, en la igualdad de derechos de hombres y mujeres así como de las naciones, grandes y pequeñas».

Las Naciones Unidas fijaron como metas:

- «mantener la paz y la seguridad internacionales, y con tal fin: tomar medidas colectivas eficaces para prevenir y eliminar amenazas para la paz, y para suprimir actos de agresión u otros quebrantamientos de la paz; y lograr por medios pacíficos, y de conformidad con los principios de la justicia y del derecho internacional, el ajuste o arreglo de controversias o situaciones internacionales susceptibles de conducir a quebrantamientos de la paz;

- fomentar entre las naciones relaciones de amistad basadas en el respeto al principio de la igualdad de derechos y al de la libre determinación de los pueblos, y tomar otras medidas adecuadas para fortalecer la paz universal;
- realizar la cooperación internacional en la solución de problemas internacionales de carácter económico, social, cultural y humanitario, y en el desarrollo y estímulo del respeto a los derechos humanos y a las libertades fundamentales de todos, sin hacer distinción por motivos de raza, sexo, idioma o religión;
- servir de centro que armonice los esfuerzos de las naciones por alcanzar estos propósitos comunes.»

Hoy, 60 años más tarde, el mundo está muy lejos de la realización de esos propósitos. Los responsables son, ante todo, los gobiernos de EE.UU., que hasta ahora no han estado dispuestos a someter su política a los principios de las Naciones Unidas. No lo hicieron en las primeras décadas después de la Segunda Guerra Mundial, y menos aún en los 18 años después del fin de la guerra fría: años de mentiras por parte del estado y de una política de violencia que pisotea el derecho.

Una de esas mentiras fue sobre soldados iraquíes que en Kuwait habrían sacado a recién nacidos de las incubadoras, mentira que sirvió para justificar mejor la guerra del golfo de 1991; después, las mentiras para justificar las guerras en Yugoslavia (ver Jörg Becker y Mira Beham: *Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod. Nomos 2008*. [Operación Balcanes: propaganda para la guerra y la muerte]); la mentira del 11 de septiembre para justificar la guerra en Afganistán en 2001, planeada desde hacía años; la mentira sobre las armas de destrucción masiva para justificar la guerra en Iraq en 2003; finalmente, la mentira norteamericana sobre sus esfuerzos para mejorar la situación de los palestinos, siendo que el lobby proisraelí (ver John J. Mearshheimer y Stephen M. Walt: *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, la Découverte, 2007) continúa influyendo: por ejemplo, presionando al gobierno egipcio para que mantenga cerrada la

### El plan de Brzezinski

**Vasallos y estados tributarios de EE.UU.**  
 «Los vasallos y estados tributarios de EE.UU. están repartidos por todo el continente euroasiático y algunos hasta desearían de tener lazos aún más estrechos con Washington.»

#### Hegemonía aparentemente consensual de EE.UU.

A través de la propagación mundial del american way of life «se crea un contexto propicio para ejercer de forma indirecta y aparentemente consensual la hegemonía norteamericana».

#### El que domina Europa del este domina el corazón del continente

«Quien gobierna el heartland (corazón del continente) domina la isla del mundo; quien gobierna la isla del mundo domina el mundo.»

#### Europa – cabeza del puente geoestratégico de EE.UU.

«Sobretodo, Europa es la cabeza del puente geoestratégico imprescindible en el continente euroasiático. [...] La alianza atlántica le permite ejercer una influencia política y un poder militar directamente sobre el continente. [...] Con cada ampliación de la influencia europea, crece automáticamente la influencia directa de EE.UU.»

#### Europa central y del oeste protectorados norteamericanos

«Es un hecho que, prácticamente, Europa del oeste y Europa central – en forma creciente – son un protectorado norteamerico»

cano y sus estados aliados nos recuerdan a los vasallos y tributarios de los antiguos imperios.»

#### Manipular los actores sobre el tablero euroasiático

«La duración y la estabilidad de la supremacía norteamericana sobre el mundo dependerá totalmente de la manera como ellos, por un lado, manipularán y, por otro, sabrán satisfacer a los principales actores geoestratégicos sobre el tablero euroasiático y también de cómo se manejarán con los puntos cruciales geopolíticos claves.»

«Como en el juego de ajedrez, los estrategias de la política internacional norteamericana deben tener pensados muchos pases de avance para prevenir posibles contra ataques.»

A corto plazo, EE.UU. deberá impulsar y consolidar el pluralismo geopolítico en Eurasia: «Esto exige una serie de maniobras políticas y manipulación para prevenir el surgimiento de una coalición contraria.»

Zbigniew Brzezinski: *El gran tablero mundial: La supremacía estadounidense y sus imperativas geoestratégicas*. 2007. ISBN 978-844 930 624-2  
 Versión original: *The grand Chessboard. American Primary and its geostrategic Imperatives*. New York 1997. (Traducción Horizons et débats)

Zbigniew Brzezinski ha sido consejero de seguridad del presidente Carter entre 1977 y 1981. Después, fue profesor de política exterior en la Universidad John Hopkins en Baltimore y consejero en el Centro para estudios estratégicos e internacionales (CSIS) en Washington D.C.

## «¿Qué necesitamos realmente...»

Continuación de la página 6

frontera con la franja de Gaza obligando así a los palestinos a vegetar y sufrir como en un getto. (ver «Neue Zürcher Zeitung» del 20 de diciembre).

La política norteamericana ha dejado una huella de sangre tras de sí, ha cometido una cantidad atroz de crímenes de guerra y crímenes contra la humanidad.

Pero también dónde la política norteamericana ejerce una dominación «soft power», se constata un sistema de sometimiento y explotación inhumanos, que desemboca imperceptiblemente en el crimen individual y también masivo. Ex allegados como *John Perkins* lo han puesto de manifiesto (*Confesiones de un gángster económico: La cara oculta del imperialismo americano. Urano 2005. ISBN 978-849 346 420-2*). Aquí también se ve claro de qué se trata: las violaciones al derecho internacional que resultan de la política norteamericana, no sólo provienen de los intereses militares e industriales. Se trata de una avaricia ilimitada y de una ambición de poderío mundial de círculos financieros multimillonarios norteamericanos y otras multinacionales, que no sólo buscan controlar el sistema económico mundial, sino que también han tomado en sus garras la economía real y, para lograr sus fines, están dispuestos a pasar sobre cadáveres. Su estrategia para asegurar el dominio financiero tiene al mundo entero en el punto de mira. *Naomi Klein* en su libro «La doctrina del shock: El auge del capitalismo del desastre.» lo ha demostrado en muchos países del mundo que han sido plagados por guerras y catástrofes: el único objetivo era lograr que domine un capitalismo salvaje.

Y no hay que engañarse: la población norteamericana también fue afectada o lo será. En EE.UU. 40 millones de personas padecen hambre, cientos de miles de veteranos de la guerra están enfermos como consecuencia de las guerras y por el uso de armas ilegales de uranio en Iraq, Yugoslavia, Afganistán, al igual que la población de esos países. Y así todo, el estado y la política estadounidense no se ocupan de las víctimas norteamericanas. ¿No estarían dispuestos incluso a pasar sobre miles de cadáveres también dentro del país? Las dudas sobre la versión oficial de lo

ocurrido el 11 de septiembre de 2001 se concentran cada vez más.

También resultan afectados por todo esto los países europeos que se han acoplado a la política de EE.UU., o que, a su sombra, pretenden realizar sus propios planes de gran potencia. Por ejemplo, la nueva Alemania que desde 1990 se ha distanciado de logros positivos de la ex República federal y de la RDA, y, actualmente, no sólo hay cada vez más participación alemana en las guerras, sino también una creciente indigencia, un número cada vez mayor de niños que viven en la pobreza y pasan hambre.

«Incendiarios». Así llamaron incluso parlamentarios alemanes a los responsables de la crisis financiera mundial. Esto suena casi inofensivo en comparación con lo que han provocado en todo el mundo. Y ahora, ¿tenemos que ignorar y pasar por alto todo esto, y conformarnos con la promesa de «change» y «hope», y con un «nuevo rostro» de la política estadounidense (según *Zbigniew Brzezinski*, quien tira de los hilos detrás de Obama) mientras el sistema de esa terrible potencia continúa siendo el mismo? *Brzezinski*, autor del libro «El gran tablero mundial: la supremacía estadounidense y sus imperativos geoestratégicos» escribió otro libro a continuación: *Second chance: Three Presidents and the Crisis of American Superpower* (ISBN 978-0465003556) en el cual se trata de los «errores» de la política norteamericana en los últimos 20 años durante los cuales EE.UU. había perdido su imagen en el mundo, y no podía continuar sin trabas su política imperialista; pero que con un nuevo «rostro», podrá y deberá cambiar.

Igualmente alarmante es la información sobre los asesores del próximo presidente norteamericano. *Horizons et débats* ha informado al respecto (ver *Paul Craig Roberts: Los asesores de Obama son una estafa a los electores*; No. 47 del 24 de noviembre y *Michel Chossudovsky: Les artisans de la débâcle économique continuent leur besogne au sein du gouvernement Obama*, nº 49 du 8/12/08).

Ya ahora puede preverse que ese equipo no va a ser para bien del mundo, mientras Obama no haga un verdadero corte y no base su política internacional en el derecho internacional y la Carta de Naciones Unidas, y no se comprometa a perseguir consecuentemente todos los crímenes de guerra y de lesa humanidad de los gobiernos anteriores (incluyendo el de los presidentes *Clinton* y *Bush senior*) y no trabaje en un sistema económico internacional al servicio de las necesidades de la humanidad y no para satisfacer la avaricia de unos pocos.

¿Qué necesita la humanidad? ¿Sobre qué tenemos que reflexionar conjuntamente y aportar soluciones sólidas?

- En primer lugar, se debe acabar de matar en nuestro planeta. «La paz no es todo, pero sin paz todo es nada», dijo con razón el ex canciller alemán y premio Nobel de la paz *Willy Brandt*. La guerra debe ser proscrita de nuevo. Los responsables de guerras de agresión deben ser juzgados. Los daños causados deben ser reparados en lo posible y las infraestructuras destruidas deben ser

## «Las crisis son, en cierta manera, zonas libres de la democracia»

Sólo una crisis, real o supuesta, puede producir un verdadero cambio. Cuando se produce una crisis, las medidas a tomar dependen de las ideas que están en vigor en ese momento. Según mi opinión, esa es nuestra función esencial: desarrollar alternativas a las políticas existentes, y conservarlas hasta que nociones políticamente imposibles devengan políticamente inevitables.»

Fuente: Milton Friedman, *Capitalismo y libertad en: Naomi Klein, La doctrina del shock.*

Friedman no pensaba en crisis militares sino económicas. Él había entendido que en tiempos normales, las decisiones deben tomarse en un ir y venir de intereses contrarios: los trabajadores quieren empleos, subas de salarios, los propietarios defienden los impuestos

bajos quieren menos regulaciones, y los políticos deben encontrar un equilibrio entre esas fuerzas contradictorias. En cambio, cuando se produce una crisis económica, suficientemente grave – devaluación, derrumbe de los mercados, una gran recesión – todo vuela en pedazos, y los dirigentes están libres de hacer lo necesario (o lo que ellos consideran como tal) para resolver la crisis en la que ha caído el país. Las crisis son, en cierta manera, zonas libres de la democracia, interrupciones en la política normal, durante las cuales las reglas habituales del consentimiento y el consenso parecen estar suspendidas.

Fuente: Naomi Klein, *La doctrina del shock. El surgimiento de un capitalismo del desastre. 2007. ISBN 978-844 932 041-5* (Traducción *Horizons et débats*)

reconstruidas. Los familiares de los asesinados inocentes deben ser indemnizados.

- La igualdad de derechos y soberanía de todos los estados debe ser respetada. Esta soberanía implica también lo que estipula el artículo 1 del *Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos* del año 1966: «Todos los pueblos tienen el derecho de libre determinación. En virtud de este derecho, establecen libremente su condición política y proveen asimismo a su desarrollo económico, social y cultural. Para el logro de sus fines, todos los pueblos pueden disponer libremente de sus riquezas y recursos naturales, sin perjuicio de las obligaciones que derivan de la cooperación económica internacional basada en el principio de beneficio recíproco, así como del derecho internacional. En ningún caso podrá privarse a un pueblo de sus propios medios de subsistencia.»
- ¿Cómo podemos lograr establecer un sistema económico y financiero mundial, que haga posible que ningún ser humano en el mundo tenga que vivir en la pobreza y padecer hambre? Mil millones de seres humanos en nuestro planeta que sufren hambre, 2 mil millones – es decir una tercera parte de la humanidad – que ganan menos de dos dólares al día son un cargo de conciencia para todos. ¿Cómo podemos lograr que todos los seres humanos en la tierra tengan suficiente para comer y para beber, un techo que los proteja y que estén libres de persecución y opresión?
- ¿Qué debe hacerse para que todos los seres humanos gocen plenamente de su derecho a la mejor atención médica posible y para evitar que millones de personas sufran y mueran por enfermedades curables y por epidemias evitables?
- ¿Cómo podemos lograr que toda forma de colonialismo e imperialismo tenga un fin, que los gobiernos, los estados y los seres humanos en este mundo tengan igualdad de derechos, y en virtud de ellos, puedan tratarse de igual a igual, realizar los acuerdos necesarios en forma justa y correcta y que desistan de recurrir al uso de la violencia?
- ¿Cómo podemos aprender que nosotros no sólo estamos para configurar la naturaleza

sino que somos parte de ella? Que somos responsables de ella, de sus riquezas, así como de las próximas generaciones.

- ¿Cómo hacer posible que los niños y los jóvenes tengan iguales posibilidades de acceso a la mejor educación posible y con ello buenas perspectivas futuras? ¿Cómo frenar la privatización del sistema educativo que acentúa las diferencias sociales?
- ¿Qué podemos hacer para que la dignidad de las personas sea respetada y cada ser humano encuentre un verdadero sentido a su vida renunciando a su egoísmo y contribuyendo al bien común?

Éstas son preguntas que no pueden ser respondidas de un día para otro. Pero si no comenzamos a reflexionar sobre ellas conjuntamente en nuestro país y en el mundo, perderemos la ocasión de lograr un cambio necesario y de realizar nuestras posibilidades como seres humanos.

## Tres millones de niños directamente amenazados

«Tres millones de niños han estado directamente amenazados por los bombardeos arbitrarios de los agresores de la OTAN. Desde el comienzo de la agresión, muchos niños han sido heridos y muertos. Casi 250 000 niños refugiados de la antigua república yugoslava, Croacia y Bosnia-Herzegovina, quienes habían encontrado un refugio dentro de la República Federal de Yugoslavia, fueron expuestos nuevamente a los horrores de la guerra. Desde el comienzo de la agresión los niños no tienen la posibilidad de asistir a la escuela, y se estima que casi 100 000 niños no podrán comenzar la escuela este otoño porque numerosas escuelas jardineras y primarias han sido destruidas por las bombas de la OTAN.»

Fuente: *Yugoslav Daily Survey*, No. 2402, Special Issue, 8 de junio de 1999

## Doug Rokke\* exige indemnización para las víctimas

Las armas con uranio utilizadas en el pasado y actualmente, la radiactividad que liberan los equipos de guerra destruidos de los militares norteamericanos y extranjeros, y la liberación radiactiva de instalaciones industriales, medicinales y de investigación, han llevado a una contaminación inaceptable. Por eso debe llevarse a cabo la descontaminación según lo exige el decreto 700-48 del ejército de EE.UU. y ésta deberá extenderse a todo el material radiactivo que ha resultado de operaciones militares. [...]

El presidente de EE.UU. *George W. Bush*, el Primer ministro de Gran Bretaña *Tony Blair*, y el Primer ministro israelita *Ehud Olmert*, deben asumir la responsabilidad por el uso deliberado de armas con uranio ilegales, de lo que resultaron daños para la salud y el medio ambiente.

Presidente Bush, Primer ministro Blair y Primer ministro Olmert deberían ordenar.

- asistencia médica para todas las víctimas,
- descontaminación completa del medio ambiente,
- poner fin inmediato a las represalias contra aquellos que reclaman el respeto de las directivas relativas a la asistencia médica y la descontaminación,
- poner fin al uso de armas con uranio ya declaradas como ilegales por la ONU.

Fuente: *www.uruknet.info* de 24/7/06 (Traducción *Horizons et débats*)

\* *Doug Rokke* fue director del *Depleted Uranium Project* de la armada de EE.UU.

## WTC 7

Cuando uno como historiador se sumerge en este tema, percibe desde un principio que hay un gran debate global sobre lo que realmente ocurrió el 11 de septiembre de 2001. La información que tenemos no es muy exacta. En las seiscientas páginas del informe resultante de la investigación, simplemente no se mencionan aspectos y hechos importantes: por ejemplo, el derrumbe de la llamada «tercera torre». La comisión habla en su informe sólo el derrumbe de dos torres, las «Twin Towers». Ésto no es exacto, porque hubo una tercera torre de 170 metros de altura que se derrumbó el 11 de septiembre en Nueva York: la llamada torre WTC 7.

Algunos informes del gobierno de EE.UU. dicen que un pequeño fuego habría sido el causante del derrumbe de WTC 7. Pero yo he hablado con profesores que conocen bien la estructura del edificio: ellos dicen, que un fuego pequeño no puede destruir la estructura de un edificio de esa dimensión.

Fuente: *Daniele Ganser* en un reportaje de *Silvia Cattori. La estrategia de la tensión y la OTAN.* [http://histsem.unibas.ch/fileadmin/histsem/user\\_upload/iredaktion/Forschung/Peak-Oil/artikel/pdf/GanserInterviewVoltairnetDeutsch18January07.pdf](http://histsem.unibas.ch/fileadmin/histsem/user_upload/iredaktion/Forschung/Peak-Oil/artikel/pdf/GanserInterviewVoltairnetDeutsch18January07.pdf)

## «El avión no cabe en ese agujero»

«Una de mis funciones en la armada era controlar la interpretación de las imágenes para las secciones científicas y técnicas de los servicios secretos durante la guerra fría. Yo medía piezas de armamentos soviéticos. Esa era mi función. Observo el agujero en el Pentágono y observo el tamaño del avión que supuestamente se estrelló contra el Pentágono y digo: El – avión – no – cabe – en – este – agujero. Entonces ¿qué es lo que se estrelló en el Pentágono? ¿dónde está? ¿qué sucede aquí?»

Fuente: *Generalmajor Stubblebine, United States Army Intelligence and Security Command de 1981 a 1984.* [www.youtube.com/watch?v=-9CNT0aP2Ew](http://www.youtube.com/watch?v=-9CNT0aP2Ew) (Traducción *Horizons et débats*)

## Los costos de la guerra después del 11 de septiembre (cifras oficiales)

Con el voto de finanzas rectificadoras para el año fiscal 2008 y el fondo extra (H.R. 2642/P.L. 110-252) para el año fiscal 2009 del 30 de junio de 2008, el Congreso de EE.UU. ha dado su aprobación para que se pongan a disposición 864 mil millones de dólares para acciones militares, seguridad de las bases militares, la reconstrucción, asistencia y costos de las embajadas norteamericanas y de la asistencia médica de los veteranos, resultantes de las tres operaciones comenzadas el 11 de septiembre: *Operation Enduring Freedom* (OEF) contra Afganistán y otras operaciones contra el terrorismo, *Operation Noble Eagle* (ONE) para mejorar la seguridad de las bases militares y *Operation Iraqi Freedom* (OIF).

Esa suma de 864 mil millones cubre todos los gastos relacionados con la guerra desde el año fiscal 2001 hasta parte del 2009 para el suministro a terceros, medios para el presupuesto normal y obligaciones corrientes. El servicio de investigación del congreso de EE.UU. estima, que de esa suma, 657 mil millones de dólares (76%) se gastaron para Iraq, 173 mil millones de dólares (20%) para Afga-

nistán, y 28 mil millones de dólares (3%) para el mejoramiento de la seguridad de las bases militares, la utilización de los 5 mil millones restantes (1%) no se pueden verificar. Aproximadamente un 94% de los medios son para el Ministerio de defensa, 6% para programas de ayuda y para las embajadas norteamericanas y menos de un 1% para los veteranos. En julio de 2008 los gastos mensuales del Ministerio de defensa por contratos con terceros y gastos de personal se elevaron aproximadamente a 12,3 mil millones de dólares, incluyendo los 9,9 mil millones para Iraq y 2,4 mil millones de dólares para Afganistán.

Fuente: *Congressional Research Service, Report for Congress, Order Code RL33110 del 15 de octubre de 2008*

De los 657 mil millones de dólares que se gastaron para la guerra en Iraq, en EE.UU. se podría haber pagado durante un año el sueldo de 10 777 823 maestros de escuela o se hubieran podido construir 5 103 740 viviendas sociales.

Fuente: *www.nationalpriorities.org* (Traducción *Horizons et débats*)

## Former des îlots d'humanité et de paix

«Albert Schweitzer – De Gunsbach à Lambaréné»

Une documentation photographique sur la vie et l'œuvre du grand humaniste

par Urs Knoblauch, Fruthwilen

Il y a exactement 95 ans que l'hôpital de la forêt vierge à Lambaréné a été fondé par Albert Schweitzer (1875–1965) et Helen Schweitzer-Bresslau (1879–1957). Pendant ces presque cent ans, d'innombrables êtres humains ont pu être aidés, et l'hôpital a continué à se développer malgré maintes difficultés et il prend aujourd'hui une place importante dans le système de santé du Gabon.

Grâce à l'humanisme vécu et à l'aide compétente d'un grand nombre de personnes du monde entier beaucoup d'améliorations nécessaires pour l'hôpital ont pu être réalisées. Le ravitaillement en eau et l'épuration ont également pu être réalisés. C'est spécialement réjouissant que l'ancien complexe hospitalier ait pu être rénové pendant six ans, nécessitant de gros travaux et que l'ambiance originale ait pu être sauvegardée. Maintenant il rayonne lieu et comme souvenir du respect de la vie d'Albert Schweitzer dans le monde entier.

Il est aussi réjouissant que beaucoup de livres et écrits du grand médecin, philanthrope et combattant pour la paix existent aussi en format de poche et qu'ils soient beaucoup diffusés dans un grand nombre de langues.

Maintenant, la documentation photographique «Homme de Gunsbach – Citoyen du monde», épuisée depuis longtemps, a paru sous une forme élargie en français et en allemand, grâce à la collaboration de Sonja Poteau, Damien Mougin et Christoph Wyss. Il nous donne une idée de l'œuvre humanitaire culturelle exemplaire d'Albert Schweitzer. Edité par la Maison Schweitzer à Gunsbach, abritant aujourd'hui aussi l'Archive et le Musée Albert Schweitzer. Depuis 1967, Ali Silver, la fondatrice et directrice de la maison a, avec des collaborateurs, inventorié les 100 000 photos, 20 000 livres et objets. Ils documentent le travail bénéfique d'Helen et Albert Schweitzer: «Cette éthique, qui rayonne dans l'œuvre de Schweitzer, et qu'il nous a léguée, est le fondement de l'action de l'Association internationale de l'œuvre du Docteur Albert Schweitzer de Lambaréné» (AISL), elle lui donne l'énergie et la volonté de poursuivre la diffusion de l'œuvre et de la pensée d'Albert Schweitzer. Aujourd'hui, dans une période de recrudescence des conflits armés, de la misère, des catastrophes naturelles, dans une période où la solidarité est souvent absente, il est fondamental de savoir qu'il y a autour de nous «une vie qui veut vivre, au milieu de vies qui veulent vivre.» (p. 5)

Le livre rend aussi hommage à tous ces hommes et femmes qui ont participé à l'œuvre d'Albert Schweitzer et le font toujours. La plus grande partie des 530 photos est publiée pour la première fois. Avec des textes choisis d'Albert Schweitzer, le lecteur est conduit respectueusement à travers le livre et la vie mouvementée du grand humaniste, originaire d'Alsace. A Gunsbach se trouve aussi un très intéressant chemin Albert Schweitzer avec beaucoup d'informations, un Musée d'art africain avec une collection précieuse d'objets culturels ainsi que l'ancienne cure qui peut maintenant être utilisée pour des conférences et par des visiteurs.

### «Respectez la vie!»

Ce livre est exactement le remède dont on a besoin de nos jours, car le monde malade a justement aujourd'hui besoin de cette conviction humanitaire; le monde a besoin de beaucoup d'Albert Schweitzer avec son éthique du «Respect de la vie». Sa conception de l'homme et de la société est caractérisée par un vrai christianisme vécu et un respect profond de chaque être humain comme personne unique et de sa culture et du respect de tout être vivant dans la nature.

Ces idées fondamentales se retrouvent dans sa philosophie, dans son œuvre pratique et dans sa pédagogie et politique de la paix. Durant toute sa vie, surtout avec l'expérience horrible des deux guerres mondiales et surtout pendant les derniers douze ans de sa vie, ses pensées étaient vouées à son engagement

public: la garantie de la paix et la lutte contre les armes nucléaires.

Philosophiquement, théologiquement et psychologiquement et au niveau de la politique de la paix, la pensée et l'œuvre d'Albert Schweitzer contiennent beaucoup de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Là, les bases de la vie en commun pour vivre en justice et en paix ont été formulées ensemble dans tous les domaines de toutes les sciences et par tous les peuples, et elles sont valables pour tous les hommes.

### Aperçus d'une vie remplie d'aide au prochain

Albert Schweitzer a grandi au sein d'une famille dans laquelle les valeurs humaines et chrétiennes étaient au centre: «Je suis né le 14 janvier 1875 à Kaysersberg dans le Haut-Rhin, où mon père Louis Schweitzer desservait comme vicaire la petite communauté protestante. Mon grand-père paternel était instituteur et organiste à Pfaffenhoffen (Bas-Rhin), double fonction qu'exerçaient également trois de ses frères. Ma mère, Adèle Schillinger était la fille du pasteur de Muhlbach, près de Munster (Haut-Rhin).» (p. 18)

De son temps passé au gymnase Albert Schweitzer écrit: «Mon parrain, Louis Schweitzer, demi-frère de mon grand-père et directeur des écoles communales de Muhlhouse eut la bonté de m'héberger chez lui. Sans cela il n'eut pas été possible à mon père qui faisait vivre sa nombreuse famille avec ses modestes émoluments de pasteur, de m'envoyer au lycée.» (p. 24)

Déjà pendant ses études de théologie et de philosophie qu'il a terminées en 1899 par une thèse sur Kant et en 1900 avec le doctorat de théologie, Albert Schweitzer a travaillé comme vicaire. En 1902, il a été nommé maître de conférence en théologie, et en 1903 directeur du séminaire St. Thomas à Strasbourg.

Très tôt, la musique, le piano et l'orgue avaient une grande importance pour lui et il est devenu un grand interprète de Bach.

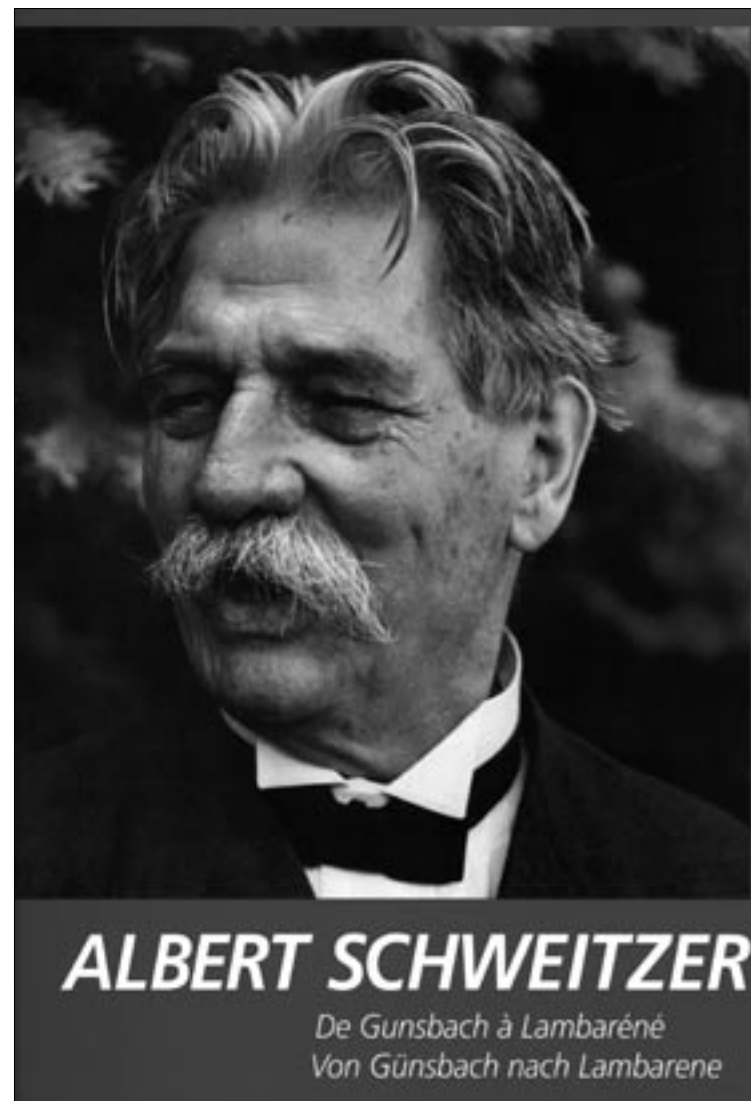
Déjà à l'âge de trente ans, Albert Schweitzer a décidé de vouer sa vie aux personnes dans le besoin. Il ressentait une grande gratitude pour sa jeunesse et son temps d'études heureuses, et il voulait faire participer autrui à ce bonheur: «Celui qui a été comblé de bienfaits par la vie est tenu d'en répandre à son

tour et dans la même mesure. Celui qui a été épargné par la souffrance doit contribuer à diminuer celle d'autrui. Tous, tant que nous sommes, nous avons à assumer une part du fardeau de douleur qui pèse sur le monde.» (p. 28)

En 1905, il postule, suite à un appel de la Société de mission du Congo à Paris, pour créer dans la vallée de l'Ogooué une œuvre de mission. En 1913, Helen Bresslau et Albert Schweitzer se marient. En 1913, après les études de médecine et sa thèse, il se décide à commencer son travail au Gabon à Lambaréné, ensemble avec sa femme. «A Lambaréné les missionnaires nous firent l'accueil le plus cordial. Malheureusement il ne leur avait pas été possible de monter la petite baraque en tôle ondulée dans laquelle je devais commencer mon service médical. [...] A l'automne, je pus enfin m'installer dans une baraque en tôle ondulée de huit mètres sur quatre, couverte d'un toit de

feuilles de latanier et située au bord du fleuve. Elle comportait une petite salle de consultation, une salle d'opération de même dimension et une pharmacie encore plus petite. Autour de cette baraque s'élevèrent peu à peu une série de cases en bambou, destinées à abriter les malades...» (p. 45)

Dans les photos et les textes documentaires s'exprime la manière affectueuse du docteur de la forêt vierge de traiter les plus pauvres et les plus malades. Sa femme était pour lui un grand soutien, soit dans le ménage africain inhabituel, soit aussi à l'hôpital: «Ma femme qui avait toutes ses études et stages d'infirmière, m'aidait vaillamment à l'hôpital. Elle soignait les grands malades, s'occupait du linge et des pansements, travaillait à la pharmacie, stérilisait les instruments et préparait tout pour les opé-



rations, où elle se chargeait de l'anesthésie.» (p. 50)

L'entraide mutuelle, la transmission des propres capacités et des techniques culturelles les plus importantes étaient pour le docteur une partie importante de son éthique et de ses convictions. Il a toujours souligné que le comportement respectueux envers la nature ainsi que «le labourage et l'artisanat» représentait les fondements de la culture. C'était une raison importante du succès de son travail à Lambaréné. Le matin, Albert Schweitzer travaillait comme médecin et l'après-midi il s'activait à la construction pratique de son hôpital. Il prenait lui-même la pioche: «Exemple magnifique à cet égard du Docteur qui toujours travaille le premier et le plus durement. Il le fait parce que pour lui, il n'y a pas de différence d'humanité entre Blancs et Noirs.» (p. 81)

Pour la guérison des patients il fallait aussi qu'eux et leurs proches coopèrent dans la mesure du possible pour le bon fonctionnement de l'hôpital. Il était persuadé que les indigènes devaient apprendre à cultiver eux-mêmes leur nourriture, à construire une maison, à aménager un logement et à assurer les besoins nécessaires de la vie. Ainsi, le docteur n'était dans le fond jamais partisan des écoles où l'on n'apprenait que la théorie, mais plutôt des écoles qui encourageaient un savoir pratique pour la vie, et enseignaient une conviction vraiment humaniste.

Cette conviction et cette œuvre continue aujourd'hui dans le monde entier dans beaucoup d'«îlots d'humanité et de paix» aussi avec d'autres traditions culturelles. Porter activement l'esprit du respect de la vie dans son entourage proche ou lointain et lui donner vie – aussi pendant des périodes très sombres – c'est un devoir mais aussi une voie pour donner un vrai sens à la vie et aller vers le bonheur. «Nous marchons dans la nuit, la seule lumière sur notre chemin c'est de suivre notre cœur et suivre la loi de l'amour. C'est la lumière intérieure. Avoir le respect de toutes les vies, non seulement des hommes, mais de tous les êtres.» (p. 318)

On peut se procurer ce livre dans les librairies: ISBN 3-9522419-5-4, Gunsbach, France 2008. Pour plus d'informations sur la Maison Albert Schweitzer: 8, route de Munster, F-68140 Gunsbach, France, tél./fax: +33 3 89 77 31 42. e-mail: gunsbach@schweitzer.org et www.schweitzer.org

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à Horizons et débats – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire Horizons et débats est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire Zeit-Fragen en allemand et le mensuel Current Concerns en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer \_\_\_\_\_ exemplaires gratuits d'Horizons et débats n° \_\_\_\_\_ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: Horizons et débats, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, Horizons et débats, 8044 Zurich